

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE
**Les feux de forêt
extrêmes ont
doublé depuis 20
ans dans le monde**

P 16

ELLES DEVRAIENT CONNAITRE UNE CROISSANCE
DE 326,6 % À HORIZON 2030

Les exportations hors hydrocarbures en progression

Les exportations algériennes hors secteur des hydrocarbures ont connu une courbe ascendante ces dernières années. Les premiers résultats de la politique nationale de promotion des exportations dans le cadre de la vision 2020-2030, ont démontré que plusieurs filières industrielles avaient obtenu des résultats très positifs dans la production et l'exportation, avec des prévisions que les exportations algériennes hors-hydrocarbures atteignent 29 milliards de dollars USD à l'horizon 2030. P 3



LE DG DE LA SAFEX
L'A SOULIGNÉ :

**La FIA, vitrine de la
production nationale**

La Foire Internationale d'Alger (FIA) est une vitrine de la production nationale, où les produits algériens rivalisent en qualité avec ceux importés. Les progrès réalisés dans de nombreux secteurs sont évidents, et les produits algériens sont désormais reconnus pour leur qualité, leur marketing et leur image.

P 3

INDUSTRIE

**Tebboune met en avant
les progrès qualitatifs
réalisés par l'Algérie**



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, lundi à Alger, en procédant à l'inauguration de la 55e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA-2024), les progrès qualitatifs réalisés par l'Algérie ces dernières années, notamment dans le secteur industriel, insistant sur la nécessité de poursuivre les efforts de renforcement et de diversification de la production agricole pour contribuer à l'autosuffisance et booster les exportations.

P 3

FORUM D'AFFAIRES
ALGÉRO-TCHÈQUE

**Les entreprises
tchèques invitées à
investir en Algérie**

Un Forum d'affaires algéro-tchèque a été organisé, hier à Alger, en présence de hauts responsables et de chefs d'entreprises des deux pays. Un événement important pour la relance et la dynamisation des relations économiques et commerciales entre les deux pays.

P 5

DIGITALISATION
DES SERVICES BANCAIRES

**L'implication
de la clientèle,
une nécessité** P 2

FONCIER ÉCONOMIQUE

**72 décisions définitives
de contrats de
concession délivrées** P 2

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Aoun s'entretient
avec la DG
de la société palestinienne
«Beit Jala»** P 5

FONCIER
ÉCONOMIQUE
**72 décisions
définitives de
contrats de
concession
délivrées**

Un nombre de 72 décisions définitives de contrat de concession ont été délivrées à ce jour, dans le cadre de l'attribution du foncier économique aux investisseurs par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a annoncé, hier à Alger, le directeur général de cette agence, Omar Rekkache. Lors d'un point de presse en marge d'une rencontre autour de l'investissement en Algérie dans le cadre de la Zlecaf (Zone de libre échange continentale africaine), M. Rekkache a indiqué que ces décisions ont été délivrées sur un total de 238 décisions provisoires attribuées par l'AAPI. "Lorsqu'on parle de contrat de concession, il s'agit du lancement officiel de ces projets. Les projets restants finalisent leurs démarches d'inscription", a-t-il fait savoir en marge de cette rencontre intitulée "Opportunités de commerce et d'investissement en Algérie: naviguer dans le nouveau contexte économique de la Zlecaf". Selon le même responsable, l'objectif de ces procédures est d'octroyer le foncier économique à tout investisseur "sérieux" ayant la capacité réelle de réaliser son projet dès son obtention de la décisions favorable "pour éviter les pratiques anciennes, lorsque des opérateurs ne lançaient pas leurs projets même au bout de plusieurs années".

DIGITALISATION DES SERVICES BANCAIRES

L'implication de la clientèle, une nécessité

La digitalisation des services bancaires nécessite l'adhésion de la clientèle de ces organismes financiers qui sont appelés à recourir aux services numériques offerts par leurs banques, ont souligné lundi à Tizi-Ouzou, des participants à un séminaire national sur «La numérisation des services bancaires en Algérie : opportunités et défis».

Synthèse Slimane T

Des universitaires et des banquiers qui ont pris part à la première journée de cette manifestation scientifique abritée par l'université Mou-loud Mammeri, ont noté que le recours aux services numériques offerts par les banques par les particuliers et les opérateurs économiques reste en deçà des attentes. Ainsi, si la carte interbancaire (CIB) est utilisée par les détenteurs pour effectuer des retraits d'argent, comme c'était le cas à l'occasion de la fête de l'Aïd El Adha, célébrée récemment, de l'autre côté, le recours aux terminaux de paiement électronique (TPE) reste "insuffisant", ont indiqué Ouslimane et Hamroun, respectivement cadre à Banque de développement local (BDL) et à la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) Le doyen de la

faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, Dr. Mohamed Laïche a noté que la numérisation des services bancaires qui présente de nombreuses opportunités pour l'économie nationale en constituant un levier pour la croissance économique contribue aussi à et l'amélioration des conditions de vie des citoyens en transformant de manière significative la manière dont les banques interagissent avec leurs clients, d'où l'importance de l'exploitation par la clientèle des services offerts par leurs banques. «Cette numérisation est confrontée à des difficultés qu'il faudrait relever, il s'agit de la résistance au changement» a-t-il observé. De leur côté, Pr Chenane et Dr. Medkour qui ont présenté une communication sur «les activités bancaires à l'ère du digital : cas du Crédit populaire algérien», ont insisté sur les «opportunités offertes par la digitalisation

au secteur bancaire qui sont loin d'être négligeables, notamment en termes de réduction des coûts, gains de temps et charges liées au fonctionnement des banques». Toutefois, ont-ils souligné, «pour garantir une transformation digitale réussie, il est crucial d'accorder une importance capitale à la formation des ressources humaines». Ce séminaire de deux jours regroupant des intervenants de 35 universités du pays pour présenter plus de 90 communications, organisé par la Faculté des sciences économiques commerciales et des sciences de gestion ambitionne de fournir une analyse approfondie de la numérisation au sein du secteur bancaire algérien, en examinant les changements causés par ce processus, et en étudiant les opportunités et les défis auxquels les acteurs de ce secteur font face.

PÊCHE

Examen des moyens de renforcement de la coopération avec l'OADA

Des cadres du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques ont examiné, mardi à Alger, les opportunités de renforcement de la coopération et du partenariat avec l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA), dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, indique un communiqué du mi-

nistère. Lors d'une rencontre entre le Secrétaire général (SG) du ministère et le directeur général (DG) de l'OADA, Pr Ibrahim Adam Ahmed Al-Dakhiri, en présence de cadres du ministère, les deux parties ont évoqué "les moyens de renforcer la coopération et le partenariat dans le domaine de la pêche et du développement de

l'aquaculture, dans le cadre du Programme arabe pour la durabilité de la sécurité alimentaire et de la stratégie de développement agricole arabe durable 2020-2030, et ce à travers l'exploitation optimale des potentiels maritimes et aquatiques outre le développement de la recherche scientifique appliquée", précise le communi-

qué. Le SG du ministère a souligné, dans ce sens, la disposition du ministère "à coopérer avec l'OADA en vue de développer l'aquaculture en mer ou en eau douce intégrée à l'agriculture, afin de réaliser les objectifs fixés dans la stratégie sectorielle à l'horizon 2030", conclut la même source.

TOTALENERGIES EXPLORATION & PRODUCTION ALGÉRIE

Signature d'un mémorandum d'entente avec l'Institut algérien du pétrole

L'Institut algérien du pétrole (IAP) relevant du groupe Sonatrach, et la société "TotalEnergies Exploration-production Algérie" ont signé un mémorandum d'une durée de trois ans, couvrant les domaines de la formation et du développement des compétences et de l'expérience, indique mardi un communiqué du Groupe. La cérémonie de signature s'est déroulée dimanche au siège de l'IAP à Boumerdès, en présence du directeur général de

TotalEnergies EP Algérie, Moufidi Zakaria Chikh, et du DG de l'IAP, Abdelkader Guenoune. Ce mémorandum vise à "soutenir le renforcement et le développement des ressources humaines dans différents domaines, ainsi que le développement des connaissances techniques et professionnelles des employés de TotalEnergies EP Algérie présents dans les unités industrielles en partenariat avec Sonatrach", selon la même source. S'exprimant à cette occasion, M.

Guenoune a fait part de "la pleine disponibilité de l'Institut à concrétiser ce partenariat, qui vise à développer la coopération dans le domaine des activités liées à la formation et à la valorisation des ressources humaines dans les différents domaines de la chaîne de valeur pétrolière et gazière", ajoute le communiqué. De son côté, M. Chikh a affirmé que "la signature de ce protocole avec l'IAP traduit l'engagement de TotalEnergies EP Algérie à contribuer au développement

des compétences dans le secteur de l'énergie, et à faciliter l'intégration professionnelle des jeunes diplômés grâce à de nombreux programmes de soutien et de formation". A ce propos, les deux parties sont convenues de "commencer, dans les plus brefs délais, à organiser des sessions de formation et des programmes de soutien pour les jeunes diplômés par l'IAP, ce qui contribuera au développement du capital humain", conclut le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ELLES DEVRAIENT CONNAITRE UNE CROISSANCE DE 326,6 % À HORIZON 2030

Les exportations hors hydrocarbures en progression

Les exportations algériennes hors secteur des hydrocarbures ont connu une courbe ascendante ces dernières années. Les premiers résultats de la politique nationale de promotion des exportations dans le cadre de la vision 2020-2030, ont démontré que plusieurs filières industrielles avaient obtenu des résultats très positifs dans la production et l'exportation, avec des prévisions que les exportations algériennes hors-hydrocarbures atteignent 29 milliards de dollars USD à l'horizon 2030.

Par Réda HadiR

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, qui s'exprimait lors d'un exposé qu'il a présenté au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a présidé, au Palais des expositions (Pins-Maritimes d'Alger), la cérémonie d'ouverture de la 55e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), a affirmé que plusieurs filières industrielles ont réalisé des résultats très positifs en matière de production et d'exportation. Présentant son exposé, M. Zitouni a relevé que les exportations hors-hydrocarbures de l'Algérie ne dépassaient pas 3,8 milliards USD avant l'année 2020, elles enregistrent désormais des chiffres en hausse ayant atteint 7 milliards USD en 2024, avec un taux de croissance annuelle équivalant à 45%, tout en prévoyant qu'elles atteindront 29 milliards USD à l'horizon 2030, soit un taux de crois-

sance équivalent à 326,6 %". Le ministre a, en outre, passé en revue les résultats obtenus en matière d'exportation de produits industriels qui ont enregistré leur valeur la plus élevée en 2022, avec 6,2 milliards USD (+ 55 %), ainsi que les produits agricoles et les industries agro-alimentaires, dont les exportations ont enregistré la valeur la plus élevée en 2023, avec 397 millions USD (+ 11 %), tandis que les exportations des productions halieutiques ont enregistré leur valeur la plus élevée en 2023, avec 34,36 millions USD (+ 66 %). S'agissant de certaines filières de production durant la période 2020-2023, le ministre a rappelé que l'Algérie qui importait l'équivalent de 700 millions USD de produits agro-alimentaires (pâtes, boissons, biscuits et sauces) a réussi à réaliser l'autosuffisance et exporter 49 millions USD de ces produits en 2023. Pour ce qui est des matériaux de construc-

tion (ciment, rond à béton et autres) dont la facture d'importation s'élevait à un (1) milliard USD, l'Algérie a pu réaliser une autosuffisance et exporter 1,3 milliards USD en 2023, de même que pour les détergents, l'Algérie est passée de l'importation de plus de 119 millions USD à l'autosuffisance et à l'exportation, de même pour la filière des produits esthétiques qui est passée de l'importation de plus de 296 millions USD à l'exportation de 3,8 millions USD, selon les chiffres avancés par M. Zitouni. Le ministre a relevé que les mesures prises dans le cadre de la rationalisation des importations et de la promotion de l'exportation a donné lieu à l'émergence de nouvelles industries permettant à plusieurs importateurs de se convertir en producteurs et exportateurs dans ces filières. Avec ces performances, dues à la diversification de son économie, l'Algérie fait son entrée sur le podium des grandes économies continentales. Selon le dernier rapport

des perspectives économiques en Afrique de la Banque africaine de développement (BAD), la croissance de l'économie algérienne devrait atteindre un taux de 4% en 2024. Ces performances selon des observateurs, sont dues à la nouvelle politique que notre pays a engagé. En effet, la nouvelle loi sur l'investissement, renforcement des accords économiques avec des partenaires étrangers, ouverture du capital des banques publiques, mise en œuvre d'une vision d'une coopération continentale, exploration et développement des ressources naturelles, promulgation des lois sur les marchés publics, la monnaie et le crédit et le foncier économique, mise en place de mesures socioprofessionnelles, mais aussi revalorisation du chômage, des salaires et des pensions de retraite: autant de décisions phares prises par le gouvernement algérien au cours de l'année 2023, qui font de cette année 2024, le commencement d'une ère nouvelle

INDUSTRIE

Tebboune met en avant les progrès qualitatifs réalisés par l'Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, lundi à Alger, en procédant à l'inauguration de la 55e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA-2024), les progrès qualitatifs réalisés par l'Algérie ces dernières années, notamment dans le secteur industriel, insistant sur la nécessité de poursuivre les efforts de renforcement et de diversification de la production agricole pour contribuer à l'autosuffisance et booster les exportations. Visitant le stand du fabricant de produits électroniques et électroménagers Condor, le président de la République a estimé que cette entreprise privée "peut révolutionner le secteur" au regard de la forte demande sur ses produits et de la qualité de ces derniers. Il a, par là même, salué les efforts de l'entreprise pour

la production de compresseurs de réfrigérateurs, dont environ 3 millions d'unités sur une production totale de 4,5 millions d'unités seront destinés à l'exportation, selon les explications fournies sur place. Au niveau du stand du groupe Cevital, le président de la République a souligné la nécessité d'atteindre une production nationale de graines oléagineuses de 2,5 à 3 millions de tonnes, ce qui permettra, a-t-il dit, d'éliminer les entraves à l'exportation et d'ouvrir les portes de l'exportation vers les pays voisins et le reste du monde, relevant que le groupe contribue à la fourniture d'aliment de bétail. Au niveau du stand de l'Etablissement central de construction (ECC) relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale (MDN), le président de la République

a invité cet établissement à participer à la réalisation du village minier prévu à Gara Djebilet (Tindouf) en vue d'accompagner la concrétisation de ce projet stratégique. Devant les représentants de l'ECC, le président de la République a indiqué que l'Algérie "compte réaliser deux (2) à trois (3) hôpitaux de campagne au profit de la bande de Ghaza, dans les plus brefs délais, pour aider les équipes médicales sur place et leur permettre de soigner les blessés alors que l'entité sioniste poursuit sa guerre génocidaire contre l'enclave". A ce propos, le représentant du MDN a indiqué que l'hôpital de campagne, dont la réalisation prendra 10 à 15 jours, comprendra une salle aménagée destinée à la chirurgie et à la stérilisation et sera doté d'équipements médicaux de pointe. Toujours dans le

domaine des fabrications militaires, le président de la République s'est enquis des dernières réalisations de l'Algérie en la matière, dont un véhicule de transport des membres des différentes forces, notamment les forces spéciales, des camions-remorques et des véhicules 4x4 tout-terrain. Avant de visiter les stands de la FIA, le président de la République a écouté un exposé présenté par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, sur les premiers résultats de la politique nationale de promotion des exportations dans le cadre de la vision 2020-2030. Il a également écouté un exposé sur l'évolution de la Foire internationale d'Alger au cours des dernières années. Le président de la République a ensuite visité le stand turc, en présence du

vice-président de la République de Turquie, M. Cevdet Yilmaz, dont le pays et l'invité d'honneur de cette édition, organisée sous le haut patronage du président de la République, sous le thème "une passerelle d'échanges et d'opportunités de partenariat et d'investissement". Le président de la République s'est par la suite arrêté au stand de l'Etat de Palestine, où il a reçu des explications sur les industries palestiniennes, notamment concernant la société pharmaceutique Beit Jala, fondée en 1944, avant de visiter le stand de la République sahraouie, puis celui de l'Italie, où il a salué les investissements des entreprises italiennes en Algérie, citant en particulier le projet de production de céréales dans le Sud.

R.E.

LE DG DE LA SAFEX L'A SOULIGNÉ :

La FIA, vitrine de la production nationale

Par Mourad A.

La Foire Internationale d'Alger (FIA) est une vitrine de la production nationale, où les produits algériens rivalisent en qualité avec ceux importés. Les progrès réalisés dans de nombreux secteurs sont évidents, et les produits algériens sont désormais reconnus pour leur qualité, leur marketing et leur image. En 2023, plus d'une cinquantaine de salons ont eu lieu au niveau national et 27 à l'international, confirmant l'engouement pour les produits algériens. Les délégations étrangères, satisfaites de la qualité des produits algériens, expriment des intentions d'investissements directs et d'achats-importations, a affirmé Karim Boukadoum, directeur général de la société Algérienne des Foires et Exportations (SAFEX). S'exprimant sur les ondes de la chaîne 3 de la radio nationale, Boukadoum a expliqué que la Foire Internationale d'Alger (FIA) se distingue comme l'un des événements les plus importants de l'année. Ce rendez-vous annuel, véritable couronnement de la période

2019-2020, offre en 2024 l'opportunité de faire un point de situation. Les chiffres témoignent de la particularité de la FIA : taux de participation élevé, nombre record de visiteurs, et une participation internationale impressionnante. L'engouement généré lors de la promotion de l'événement reflète son importance. Cette foire se caractérise par la richesse de ses rencontres économiques, parmi lesquelles un forum algéro-turc s'est tenu en parallèle. La Turquie, invitée d'honneur de cette édition, a envoyé une délégation importante, soulignant l'importance de ce partenariat. De plus, plusieurs forums d'affaires avec d'autres pays ont été organisés en collaboration avec la SAFEX et la CACI. Entre autres, une rencontre avec l'AFREXIMBANK a eu lieu pour discuter des opportunités offertes par la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) pour le marché algérien. Les slogans de cette édition mettent en avant des thématiques économiques clés : les échanges commerciaux, le développement et

la promotion des produits algériens. Ces thèmes, définis par les hautes autorités du pays, visent à promouvoir la production et les exportations nationales tout en renforçant les échanges commerciaux avec divers partenaires. La diversité des participants est remarquable, avec près de 700 exposants et le retour de certains pays tels que le Canada, la République Tchèque, et l'Argentine. La présence d'une représentation significative de pays africains, arabes, européens, américains et asiatiques souligne le caractère international de la foire, a ajouté l'intervenant.

La Turquie, partenaire de choix

Il a également souligné que les prévisions économiques sont optimistes, renforcées par des rapports tels que celui de la COFACE. L'Algérie se concentre désormais sur l'exportation de produits à forte valeur ajoutée, avec une stratégie axée sur la transformation des matières premières. Le gouvernement a récemment été chargé d'élaborer une stratégie exhaustive d'exportation, visant à parfaire

cette activité et à lever les contraintes logistiques et financières. Les efforts pour améliorer la logistique, comme la route Alger-Nouakchott, sont en cours pour soutenir les ambitions des opérateurs économiques. La Turquie, invitée d'honneur de cette année, développe des relations commerciales solides avec l'Algérie, avec près de 6 milliards de dollars d'échanges annuels. Les entreprises turques, comme les groupes Tosyali et Tayal, sont fortement implantées en Algérie et utilisent le pays comme base d'exportation. La Turquie ambitionne de doubler le volume des échanges grâce aux rencontres de la commission algéro-turque et du forum algéro-turc, a affirmé Karim Boukadoum. Enfin, le directeur général de la SAFEX a indiqué que l'Algérie offre des opportunités uniques grâce à sa position stratégique à la croisée de trois axes : la ZLECAF, la zone de libre-échange des pays arabes, et une ouverture logistique vers tous les continents voisins. Ces atouts majeurs font de l'Algérie un pays attractif pour les investisseurs étrangers.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 85,6 dollars

Les prix du pétrole évoluaient en légère baisse, mardi, tout en consolidant les gains de la semaine. Durant les séances matinales, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 0,45% à 85,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, cédait 0,45% à 81,26 dollars. Les deux références mondiales du pétrole reprenaient leur souffle et évoluent toujours de leurs plus hauts niveaux depuis fin avril. Les facteurs de risque géopolitiques persistants pèsent sur le marché mondial du pétrole, selon des experts qui soulignent également l'impact des indicateurs économiques dans l'évolution des prix du brut dans les pays consommateurs.

JUSTICE

Tabi en visite d'inspection dans des structures du secteur à Alger

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, effectue, mardi, une visite d'inspection dans des structures du secteur pour s'enquérir du fonctionnement de l'activité judiciaire à la Cour d'Alger et de ses tribunaux. Accompagné du Wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabhi, M. Tabi a entamé sa visite en inspectant le projet du tribunal de Zéralda où il a reçu des explications exhaustives sur ce dernier. Au niveau de la Cour d'Alger, le ministre de la Justice a écouté un exposé sur l'activité de la Cour et de ses tribunaux présenté par le Procureur général, Lotfi Boudjemaa, avant de visiter les structures de la Cour et de donner le coup d'envoi des journées portes ouvertes sur la Cour, qui s'étaleront sur 3 jours. Le ministre se rendra également au Tribunal de Sidi M'hamed et au Pôle pénal économique et financier.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Les feux de forêt extrêmes ont doublé depuis 20 ans dans le monde

Le nombre et l'intensité des feux de forêt extrêmes, les plus destructeurs et les plus polluants, ont plus que doublé dans le monde depuis 20 ans, en raison du réchauffement climatique dû à l'activité humaine, selon une nouvelle étude publiée lundi. A l'aide de données satellites, les chercheurs ont étudié près de 3.000 incendies de forêt ayant une énorme "puissance radiative" - la quantité d'énergie émise par rayonnement - entre 2003 et 2023 et ont constaté que leur fréquence avait été multipliée par 2,2 au cours de cette période. Ce sont les forêts tempérées de conifères, notamment dans l'ouest des Etats-Unis,

et les forêts boréales, qui couvrent l'Alaska, le nord du Canada et de la Russie, qui sont les plus touchées, avec une fréquence de tels incendies multipliée respectivement par 11 et 7. En ne considérant que les 20 incendies les plus violents de chaque année, leur puissance radiative cumulée a également plus que doublé, à un rythme qui "semble s'accélérer", selon l'étude publiée dans le journal Nature Ecology & Evolution. "Je m'attendais à une hausse, mais ce taux d'augmentation m'a alarmé", a déclaré l'auteur principal de l'étude, Calum Cunningham, de l'université australienne de Tasmanie. "Les effets du changement cli-

matique n'appartiennent plus au futur et nous voyons aujourd'hui les signes d'une atmosphère qui s'assèche et se réchauffe", a-t-il déclaré, plaidant pour une meilleure gestion préventive des forêts. Les six années les plus extrêmes en matière d'intensité et de fréquence des incendies de forêt se sont produites depuis 2017, selon l'étude. Confirmant la tendance, c'est l'année 2023, la plus récente, qui a connu "les intensités d'incendie de forêt les plus extrêmes" sur la période étudiée. Ces incendies extrêmes sont alimentés par une sécheresse de plus en plus marquée, conséquence du réchauffement climatique.

GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU

Lancement d'une formation au profit des journalistes

Une session de formation au profit des journalistes sur le concept de gestion intégrée des ressources en eau a été lancée, mardi à Alger, à l'initiative de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en Eau (AGIRE). Placée sous le slogan "Plume Bleue", cette formation de trois jours vise à mettre en avant le rôle et les missions de l'agence, placée sous la tutelle du ministère de l'hydraulique, dans la concrétisation d'une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), un des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Une vingtaine de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, publique et privée prend part à cette formation, assurée par des cadres de l'AGIRE et scindée en plusieurs chapitres axés sur les missions de l'Agence et sur la GIRE comme un processus qui vise à coordonner le développement et la gestion de l'eau, des terres et des ressources associées, et une réponse à la crise mondiale de l'eau. La formation aborde aussi le rôle de la presse dans la sensibilisation de l'opinion publique quant à l'impor-

tance de la préservation de cette denrée vitale, la vulgarisation du concept GIRE, ainsi que la mise en avant des actions institutionnelles et associatives versées dans la préservation de l'eau. Une visite de terrain au siège de la SEAAL est également inscrite dans le cadre de cette formation. Le coup d'envoi de cette formation a été donné par la directrice générale de l'AGIRE, Lamia Lehtihet, qui a mis en avant les efforts déployés par le secteur de l'hydraulique visant une gestion durable et intégrée des ressources en eau face aux pressions démographiques et climatiques, et ce en s'appuyant sur des solutions innovantes et une approche systémique. A souligner que l'ONU considère la gestion intégrée

des ressources en eau (GIRE) comme l'approche la plus efficace pour une utilisation durable et équitable de l'eau face aux défis actuels comme la croissance démographique et le changement climatique. Le Sommet de la Terre de 1992 avait constitué une première reconnaissance significative du concept GIRE, l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD) par l'ONU en 2015 avait marqué une consécration institutionnelle et politique de la GIRE, avec l'ODD 6: "Eau propre et assainissement", qui s'est fixé pour cible, d'ici à 2030, "d'assurer la gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 Juin 2024

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

46 morts et 1792 personnes blessées en une semaine

Quarante-six (46) personnes ont trouvé la mort et 1792 autres ont été blessées dans 1355 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 16 au 22 juin à travers le pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya M'Sila, avec 9 morts et 58 blessés, suite à 37 accidents de la circulation, note la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2267 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés à Alger avec 380 incendies, Constantine (132) et Blida (85). Concernant les opérations diverses, 5243 interventions ont été effectuées durant la même période pour le sauvetage de 333 personnes en situation de danger et l'exécution de 4560 opérations diverses d'assistance, ajoute le bilan de la Protection civile.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كغ	أعلى	أدنى	
		معدل Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	88	96	80	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	91	67	الطماطم	
	Oignon sec	63	70	55	البصل الجاف	
	Ail sec	369	436	301	الثوم الجاف	
	Ail vert	145	161	129	الثوم الأخضر	
	Carotte	73	81	64	الجزر	
	Navet	141	152	129	لفت	
	Poivron	123	137	110	الفلفل الأخضر	
	Piment	156	177	135	الفلفل الحار	
	Courgette	101	115	87	الكوسة	
	Haricot vert	253	279	228	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	120	133	107	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	442	553	331	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	537	666	407	التمر	
	Melon	121	133	108	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	88	100	76	البطيخ الاحمر	
	Banane	329	341	318	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1698	1821	1576	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	350	362	337	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	102	89	حليب البقر (لتر)	

FORUM D’AFFAIRES ALGÉRO-TCHÈQUE

Les entreprises tchèques invitées à investir en Algérie

Un Forum d'affaires algéro-tchèque a été organisé, hier à Alger, en présence de hauts responsables et de chefs d'entreprises des deux pays. Un événement important pour la relance et la dynamisation des relations économiques et commerciales entre les deux pays.

Par Zahir R

Dans son discours à l'ouverture des travaux de ce Forum, le président de la chambre Algérienne de Commerce et d'industrie (CACI), Kamel Hammeni, a lancé un appel aux entreprises et hommes d'affaires tchèques afin de venir investir en Algérie, tout en saisissant les opportunités offertes dans divers domaines d'activité. L'intervenant a indiqué que la balance commerciale entre les deux pays est faible, et en faveur de la Tchéquie. «Les exportations de l'Algérie de ce en 2023 ont avoisiné les 300 000 dollars alors que l'Algérie a importé pour 150 millions de dollars», a-t-il détaillé, estimant nécessaire de renforcer les consultations et les échanges entre les deux parties afin d'hisser le niveau des relations économiques. Le président de la CACI a indiqué aux responsables et investisseurs tchèques que l'Algérie n'est pas seulement un marché. Des facilitations importantes sont accordées aux investisseurs étrangers, dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement. Outre son positionnement stratégique au cœur du Maghreb et sa proximité avec l'Europe, l'Algérie recèle d'importantes opportunités d'affaires. En plus d'une main d'œuvre qualifiée et disponibilité de l'énergie à bas prix.



tations importantes sont accordées aux investisseurs étrangers, dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement. Outre son positionnement stratégique au cœur du Maghreb et sa proximité avec l'Europe, l'Algérie recèle d'importantes opportunités d'affaires. En plus d'une main d'œuvre qualifiée et disponibilité de l'énergie à bas prix.

Le responsable de la CACI a rappelé également que l'Algérie est membre de la zone de libre échange arabe (GZALE) et de la zone de libre échange africaine (Zlecaf). Donc, des opportunités en or se présentent aux investisseurs étrangers de venir s'installer en Algérie. Pour sa part, son Excellence l'Ambassadeur de la République Tchèque, Jan Czerny, s'est montré optimiste pour l'avenir des relations économiques entre les deux pays, notamment avec cette nouvelle dynamique des échanges de visite entre les responsables des deux pays, après un traversé de désert de 10 ans, en indiquant que «nos économies sont complémentaires». De son côté, le secrétaire Général du ministère Tchèque de l'Industrie et du Commerce, Valadimir MANA, a affiché la volonté de son pays pour renforcer la coopération avec l'Algérie dans les domaines de l'agriculture, des TIC, de l'industrie, l'énergie et EnR.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Aoun s’entretient avec la DG de la société palestinienne «Beit Jala»

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a reçu, mardi à Alger, la Directrice générale de la société palestinienne "Beit Jala Pharmaceutical-Algérie", Mme Falastine Abou Nasr, avec laquelle il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération dans le domaine de l'industrie pharmaceutique avec le groupe "Saidal", a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, le ministre a

écouté un exposé sur les produits phares des laboratoires "Beit Jala" commercialisés en Algérie, évoquant la possibilité d'élargir leur commercialisation. Les deux parties ont passé en revue les voies et moyens de coopération entre la société palestinienne et le groupe "Saidal" pour la production de certains médicaments de "Beit Jala", "notamment en cette conjoncture difficile que traverse la Palestine. Ces médicaments, devant couvrir les marchés algé-

rien et palestinien, seront destinés à l'exportation", a précisé le communiqué. Dans ce sillage, M. Aoun a affiché sa disponibilité à accorder "toutes les facilitations aux laboratoires Beit Jala, notamment en termes d'enregistrement des médicaments, de signature d'accords avec les différents laboratoires et de fabrication de certains médicaments demandés sur les marchés algérien et palestinien". S'exprimant à cette occasion, Mme Falastine Abou Nasr

a exprimé ses remerciements au ministre pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé et pour sa coopération, saluant "le soutien apporté par l'Etat algérien, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui n'a de cesse de soutenir tout ce qui est palestinien", lit-on dans le communiqué. Il convient de rappeler que les laboratoires "Beit Jala" produisent en Algérie plus de 200 types de médicaments

TOURISME

Créer une dynamique économique dans toutes les wilayas

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a affirmé, mardi à Alger, que le secteur du tourisme contribue désormais à créer une dynamique économique active dans toutes les wilayas, notamment durant les saisons saharienne et estivale, misant à l'ériger en contributeur important au développement. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours de la meilleure œuvre médiatique touristique, lue en son nom par le Chef de cabinet au ministère, Abdelhamid Terghini, M. Didouche a indiqué que "la contribution de son secteur au développement local se traduit par l'afflux de près de 3,3 millions de touristes dont 2,2 millions d'étrangers, l'élargissement du parc hôtelier à 1.650 unités d'une capacité globale de

152.000 lits, plus de 5.000 agences et plus de 200 guides touristiques locaux et étrangers". Il a, dans ce sens, fait état du "lancement de la réalisation de 800 projets touristiques à même d'assurer 90.000 lits et 45.000 emplois". Citant les atouts naturels et le portefeuille foncier du secteur s'étendant sur "1.600 km de littoral ainsi que les pacs naturels classés patrimoine matériel et immatériel, 249 zones d'expansion touristique (ZET) classées et 282 sources thermales", le ministre a souligné que ces capacités "sont à même de promouvoir la destination Algérie et drainer les investissements dans le domaine touristique". S'agissant du concours organisé dans le cadre des activités de célébration de la journée nationale du tourisme, M. Didouche a expliqué qu'il tend à mettre en avant "le rôle important de la presse dans

la valorisation des atouts touristiques, la promotion de la destination touristique nationale et sa contribution à accroître l'attractivité et la compétitivité de la destination Algérie à l'échelle internationale". Cette initiative intervient "en soutien à la dynamique que connaît actuellement le secteur du tourisme et de l'artisanat, notamment pour la promotion de l'investissement, l'amélioration de la qualité des services et la numérisation de tous les domaines", a-t-il ajouté. La cérémonie de remise des prix s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, Mohamed Laagab et de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, ainsi que de représentants d'instances officielles et de directeurs de plusieurs établissements médiatiques.

R E.

MINISTÈRE
L'ENVIRONNEMENT ET
DES ENERGIES
RENOUVELABLES-
3AFC
signature
d'une
convention de
coopération

Une convention de coopération a été signée, mardi à Alger, entre le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables et l'Association algérienne des acteurs du froid et de la climatisation (3AFC), visant à accompagner les professionnels et les acteurs du domaine du froid et de la climatisation dans le développement des métiers liés au secteur. L'accord a été signé par le Directeur général de l'environnement et du développement durable auprès du ministère de l'Environnement, Messaoud Tebani, et le Président de la 3AFC, Yazid Derbal, sous la supervision de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables Fazia Dahleb, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et ce, en marge d'une rencontre organisée par le ministère en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO), à l'occasion de la journée mondiale du froid, célébrée le 26 juin de chaque année. Mme Dahleb a expliqué que cet accord vise à "assurer l'accompagnement des professionnels et des acteurs du secteur du froid et de la climatisation dans le développement des métiers du secteur en question, conformément aux lois et textes juridiques nationaux liés à l'Accord de Vienne et au Protocole de Montréal". L'accord porte sur trois axes, à savoir le développement des compétences des techniciens et des ingénieurs, la promotion de l'utilisation de technologies vertes durables et de la communication entre les membres de l'association et les consommateurs outre la sensibilisation à l'utilisation des appareils à haute efficacité énergétique pour réduire les dommages liés au réchauffement climatique, a expliqué le président de la 3AFC dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la réunion.

OUARGLA

Une superficie de 500 hectares réservée à la culture du tournesol

Une superficie de 500 hectares (ha) devrait être réservée, au titre de la prochaine saison agricole (2024/2025), dans la wilaya de Ouargla pour le développement de la culture du tournesol, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette superficie étendue à 314 hectares (ha), soit près du triple de celle de 186 ha dédiée la saison écoulée à cette culture, se concentre au niveau des daïras de Hassi-Messaoud, Sid Khouiled et N'goussa, a fait savoir la même source qui table, en perspective, sur une augmentation considérable de la récolte par rapport à la saison dernière. Bien qu'elle soit récemment introduite dans la région, cette culture oléagineuse a donné lieu à des résultats probants à la lumière de la récolte engrangée la saison dernière estimée, selon les services agricoles, à près de 4.700 quintaux (QX), soit un rendement de 25 QX/ha sur une superficie emblavée de 186 ha, répartie notamment à travers la daïra de Hassi-Messaoud qui se taille la part du lion avec 130 ha, les daïras de Sidi-Khouiled et N'goussa. Cette amélioration en surface et en produit est imputée par les mêmes services aux conditions climatiques favorables de la région, et ses caractéristiques résistant à la salinité, en plus de l'adhésion des agriculteurs à ce type d'expériences de cultures stratégiques. La même source a indiqué que le respect par les agriculteurs du cycle et processus technique de développement de cette culture a incité la DSA à intensifier ses activités de vulgarisation agricole au travers des sessions de formation et des campagnes de sensibilisation en direction des producteurs de cette filière culturale.

BÉNI-ABBÈS

Lancement d'une caravane de solidarité au profit des familles nécessiteuses

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a lancé, lundi à Béni Abbès, une caravane de solidarité au profit des familles nécessiteuses à travers cette wilaya du Sud-ouest du pays.

Cette caravane comprend 1.000 colis alimentaires, de vêtements en plus d'une ambulance chargée de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques destinés aux familles nécessiteuses à travers les différentes régions de la wilaya de Béni Abbès, a indiqué la présidente de la CRA, Ib-tissem Hamlaoui, en marge de la cérémonie du coup d'envoi de la caravane à partir du siège de la wilaya en présence des autorités locales. Mme Hamlaoui s'est déplacée dans la localité d'El Bayada relevant de la commune d'El Ouata, où le CRA a fait don à la salle de soins de la région d'équipements médicaux et s'est entretenue à l'occasion, avec le staff ad-

ministratif et médical de cette structure de santé de base, sur la prise en charge sanitaire des habitants des régions éloignées. A cet effet la présidente de CRA a souligné que "le renforcement en équipements médicaux de cette salle, contribue à l'amélioration des prestations de soins primaires offertes aux citoyens". Selon des responsables locaux du secteur de la santé, la commune d'El Ouata distante de 50 km au sud du chef-lieu de wilaya dispose d'une polyclinique mise en service en 2008, réalisée et équipée pour un investissement de 100 millions DA, en plus de 9 salles de soins implantées à travers les ksour et les localités de Bouhdid, Amas, El-Maffia, Annefid, Aguedal, Boukhlouf, et El

Bayada. La même source a affirmé que "ces structures sont largement suffisantes pour la couverture sanitaire des populations de cette région". Mme Hamlaoui devra poursuivre mardi sa visite de travail dans la wilaya de Béni-Abbès, où le CRA fera un don d'équipements médicaux au profit de la salle de soins de la localité de Bent-Echark (commune de Ksabi) située à proximité du grand Erg-Occidental, d'une ambulance et d'aides humanitaires pour l'école coranique "Cheikh Ahmed Ben Aissa" de Zaouia El Kbira. Elle se rendra également au siège de la Zaouia de la tariqa (confrérie) El Mous-saouia dans la commune de Kerzaz

MÉDÉA

Réhabilitation d'un tronçon de la RN64 reliant El-Omaria à Baata

Les travaux de réhabilitation d'un tronçon de la route nationale (RN) 64 reliant les localités d'El-Omaria et Baata, est de Médéa, ont été entamés, lundi, a-t-on constaté. Le projet de réhabilitation concerne un tronçon de 10 km pour lequel une enveloppe de l'ordre de 258 millions de DA a été débloquée, selon les explications fournies par le directeur des travaux publics (DTP), Mohamed Hellal, à l'occasion du déplacement du chef de l'exécutif local, Djahid Mous, dans les communes de la daïra d'El-Omaria M. Hellal a relevé que la modernisation de ce tronçon

va favoriser davantage le flux commercial entre les localités de Médéa et vers les communes limitrophes de la wilaya de Blida. Le secteur des travaux publics a bénéficié, au cours des trois dernières années d'une dotation de trois milliards de DA pour le financement de plusieurs projets destinés à "mettre à niveau" l'infrastructure routière locale et à "sécuriser" le trafic routier, a souligné le directeur. Un linéaire global de 287 km de chemins communaux a été modernisé grâce aux fonds injectés par les pouvoirs publics, en sus de la réalisation d'un dernier tronçon de 7

km de la section de l'autoroute nord-sud qui va de Boughezoul jusqu'à la limite de la wilaya de Djelfa, et le renforcement d'un tronçon de 25 km de la RN 40 qui traverse la localité de Boughezoul, a-t-il ajouté. D'autres projets sont en cours d'exécution, parmi lesquels le projet de renforcement d'un tronçon de 20km situé sur la route nationale 60A qui fait la jonction entre Tlet-Douairs et Ain-Boucif, sud-est de Médéa, et du projet de modernisation d'un autre tronçon de 23 km de la route nationale N 18 reliant Sidi-Naamane à Beni-Slimane, a indiqué le même

responsable. Le directeur a fait état d'un autre projet, actuellement en chantier, qui concerne le dédoublement d'un tronçon de 73 km de la RN 127 qui va de la limite de la wilaya de Tissemsilt jusqu'à Ksar-El-Boukhari, en passant par les communes d'Azziz et Oum-Djellil. Une fois achevés, ces projets auront un impact certain sur l'activité, tant économique que commerciale des communes qui en seront desservies, en plus d'assurer un accès rapide vers les grands axes routiers qui traversent la wilaya, a estimé M. Hellal.

OUM EL BOUAGHI

Travaux de réhabilitation et d'équipement de plusieurs structures sportives

Les travaux de réhabilitation et d'équipement de plusieurs structures sportives seront réceptionnés dans différentes communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi au cours du 2ème semestre de l'année en cours, a indiqué, lundi, le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Ahmed Yahiaoui. Ce responsable a précisé à ce propos, dans une déclaration à l'APS, qu'un "complexe sportif de proximité sera réceptionné dans la commune d'Ain Kercha, après réhabilitation et équipement pour un montant de plus de 38 millions de dinars, à l'oc-

casion du 62ème anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse". Deux autres structures analogues, en cours de réhabilitation dans les communes de Dhalaâ et de Meskiana pour un investissement public total de 67 millions de dinars, seront également réceptionnées, entièrement équipées, avant fin 2024, selon le même responsable qui a ajouté que le taux d'avancement au niveau de ces deux projets oscille entre 50 et 70 %. Les travaux entrepris dans le cadre de la rénovation des ces structures, destinées à relancer le mouvement

sportif et à constituer un pôle d'attraction pour les jeunes, ont donné lieu au renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable, à la remise en état des équipements de chauffage, à la réfection de l'étanchéité et à la pose de revêtements de sol, a également précisé la même source. De même que ces complexes de proximité recevront de nouveaux équipements de climatisation, ainsi que du matériel pour la pratique de nombreux sports comme le karaté et autres, a conclu le DJS.

JIJEL

Les habitants de la zone de Zrika, commune de Djemaâ Beni-Hbib, «bientôt» raccordés au réseau d'eau potable

Les habitants de la zone de Zrika, dans la commune de Djemaâ Beni-Hbib (40 km à l'est de Jijel), qui s'approvisionnaient jusque-là à partir des sources, seront raccordés "dans les prochains jours" au réseau d'alimentation en eau potable (AEP), a affirmé, lundi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Abdelmalek Boulaâcheb. Le même élu a précisé que

ce projet, doté d'une enveloppe financière de 110 millions de dinars, vise à raccorder quelque 1.500 personnes au réseau de l'AEP à travers la réalisation d'un réseau de distribution doté d'un système de pompage, et la construction et l'équipement de deux réservoirs d'une capacité de 500 m3 chacun. Le président de l'APC de Djemaâ Beni-Hbib a souligné que ce projet, réalisé en

six (6) mois, "éliminera définitivement le problème de l'eau potable dans cette zone qui s'approvisionnait jusque-là à partir de sources". Il a également fait part, dans le même contexte, du lancement "en juillet prochain" d'un second projet visant à rénover le réseau de l'AEP pour assurer la disponibilité du précieux liquide dans un certain nombre de localités dont le

chef-lieu de la commune et les zones Tammezrar et de N'kilat. M. Boulaâcheb a par ailleurs indiqué que la commune de Djemaâ Beni Hbib vient de bénéficier d'un projet de réhabilitation du réseau d'assainissement, inscrit dans le cadre des programmes sectoriels pour un montant de 260 millions de dinars, et qui sera lancé le 5 juillet prochain.

Pour sauver l'économie, sauvons d'abord le climat

Les écologistes sont souvent perçus comme des ennemis de la croissance. Mais si le réchauffement climatique menace l'activité économique, une politique plus respectueuse de l'environnement sera la meilleure protection du niveau de vie.

La campagne pour les élections européennes et les résultats enregistrés le 9 juin le confirment: les questions environnementales et les dérèglements du climat ne figurent pas encore au premier rang des priorités. Il est vrai que les écologistes n'ont pas toujours su trouver la bonne méthode pour s'adresser aux électeurs: parler de décroissance à des gens qui peinent à boucler leur budget, c'est prendre le risque de ne pas être compris. La multiplication des catastrophes climatiques, allant des inondations dans le nord de la France à la sécheresse dans le sud, incite pourtant à remettre en cause les vieux schémas de pensée. Ce que l'on considérait jusqu'à présent comme un effet secondaire déplaisant de la croissance, une simple «externalité négative», comme disent les économistes, semble devenir un problème majeur. Les économistes, justement, sont de plus en plus nombreux à travailler sur le sujet et les résultats de leurs recherches sont de plus en plus alarmants.

Quels liens entre hausse de la température et variation du PIB?

En 2018, William Nordhaus et Paul Romer ont reçu le prix Nobel d'économie pour leurs recherches sur les liens entre climat et économie. Paradoxe: cette récompense leur a été attribuée à un moment où leurs travaux commençaient à être vivement contestés. Dès 1991, William Nordhaus avait travaillé sur un modèle DICE (modèle dynamique intégré climat économie) censé montrer la relation entre hausse de la température et variation du PIB, afin de permettre de calculer un prix du carbone conciliant au mieux le coût actuel de la renonciation à l'émission d'une tonne de CO₂ et les dommages futurs de cette émission, si elle avait lieu. En 1992, il publiait dans la revue Science un article dans lequel il expliquait qu'une hausse de la température de 3°C n'aurait qu'un impact négatif de 1% sur le PIB des États-Unis et de 1,3% sur le PIB de l'ensemble des pays. Les révisions successives de son modèle n'ont pas changé fondamentalement son jugement. Cela a conduit d'autres économistes à reprendre ces travaux sur d'autres bases: ainsi, il a été estimé que le modèle «optimal» de calcul du prix de la tonne de carbone selon Nordhaus conduirait à une hausse de la température mondiale de 3,5°C en 2100 par rapport à l'ère préindustrielle! Bien évidemment, c'était inacceptable, et l'économiste anglais Nicholas Stern s'est violemment opposé à ce modèle. Pour résumer l'évolution des théories au cours des trente dernières années, on peut dire qu'il était désormais admis qu'une hausse de 1°C de la température entraînait une baisse du PIB mondial de l'ordre de 2%. Mais un document de travail publié en mai dernier par le NBER

(National Bureau of Economic Research) vient bouleverser ce schéma. Selon ses deux auteurs, tous deux économistes, l'un à Harvard, l'autre à l'université Northwestern d'Evanston dans l'Illinois, une hausse de 1°C de la température mondiale devrait provoquer une baisse du PIB mondial de 12% dans un délai de six ans! Et cela change tout.

Des dégâts six fois plus élevés qu'on ne le pensait

Depuis la période préindustrielle, la hausse de la température mondiale dépasse déjà 1°C; nous sommes actuellement dans une phase où le PIB mondial croît à un rythme un peu supérieur à 3% l'an. On peut se dire que sans le changement climatique, on aurait pu avoir une hausse du PIB sensiblement supérieure, de l'ordre de 5%, mais que cette perte n'est pas dramatique. Mais si on arrive en réalité à des pertes six fois plus élevées, il devient alors impossible de maintenir le niveau de vie des habitants des pays riches et d'améliorer celui des habitants des pays pauvres. Selon ces deux chercheurs, avec une nouvelle hausse de 2°C de la température mondiale d'ici à 2100 –ce qui n'est pas à exclure si la question climatique n'est pas davantage prise au sérieux dès maintenant–, le PIB mondial pourrait baisser de 50%. Jamais aucun théoricien de la décroissance n'aurait osé évoquer la possibilité d'un tel scénario! Ce texte de soixante-quatorze pages paraît reposer sur des hypothèses de travail très sérieuses (l'auteur de ces lignes reconnaît toutefois qu'il est incapable de se prononcer sur l'exactitude des nombreux calculs mathématiques qui figurent dans ce document), mais il est clair qu'il faut attendre que d'autres travaux viennent confirmer cette thèse. Si vraiment les dégâts provoqués par le réchauffement climatique sont si énormes, il faut sans tarder prendre les mesures nécessaires pour éviter que ce scénario ne se réalise. Mais il ne saurait être question d'envisager des changements aussi considérables dans les politiques économiques sans être sûr qu'il n'y a pas vraiment d'autre choix possible. Mesdames et messieurs les économistes, au travail! Le monde a besoin de vous.

Le coût de l'inaction plus élevé que celui de la décarbonation

Il était reproché aux calculs de William Nordhaus de trop minimiser les risques futurs; de ce fait, il n'apparaissait pas justifié de faire de grosses dépenses d'investissement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces nouveaux calculs changent complètement la donne. Il en ressort que l'émission d'une tonne de CO₂ provoque des destructions de capital et des pertes de productivité qui ont un coût de 1.056 dollars à l'échelle mondiale, soit six fois plus que les estimations précédentes. Pour les seuls États-Unis, ce coût se monterait à 211 dollars,

et non pas à 30 dollars comme dans la plupart des estimations précédentes. Cela justifierait un changement complet de politique économique. Sachant que la plupart des opérations de décarbonation ont un coût situé entre 27 dollars et 95 dollars par tonne d'émission de CO₂ évitée, le rapport coût-bénéfice de telles opérations serait si évidemment positif qu'un pouvoir politique agissant rationnellement devrait s'y engager beaucoup plus vigoureusement qu'il ne le fait aujourd'hui. Si le rythme actuel était maintenu, le monde aurait perdu la possibilité de limiter la hausse à 1,5°C à la fin de l'année 2027. Ces calculs arrivent en tout cas à un moment où il devient évident qu'une action énergique est absolument nécessaire. Les travaux du GIEC montraient que le réchauffement devrait s'accélérer. Les observations publiées par le Earth System Science Data soulignent que ces prévisions sont en train de se réaliser. Sans entrer dans le détail de cette étude, qui fait le point sur le réchauffement tel qu'il est constaté et la part qui doit être imputée aux activités humaines, il est constaté que le niveau moyen des températures tel qu'il a été mesuré au cours de la décennie 2014-2023 s'est situé à 1,19°C au-dessus de la moyenne des années 1850-1900, enregistrant ainsi un niveau de hausse sans précédent de 0,26°C pour cette décennie (le calcul par décennie permet d'éviter de tirer des conclusions hâtives et erronées de variations annuelles, qui peuvent être très fortes du fait de phénomènes naturels ou des changements de rythme de l'activité économique). On se rapproche ainsi très vite de l'objectif de l'accord de Paris d'une hausse limitée à 1,5°C et en tout cas nettement en dessous de 2°C.

Notre budget carbone bientôt épuisé

Le plus inquiétant dans les chiffres du Earth System Science Data est la rapidité avec laquelle fond notre budget carbone. On sait que la cause majeure du réchauffement climatique est la quantité de gaz à effet de serre présente dans l'atmosphère. C'est bien d'en émettre moins, mais le réchauffement continuera tant que cette quantité augmentera. La mise à jour des chiffres publiés en 2021 par le GIEC conduit à une estimation d'un budget carbone qui serait limité au début de cette année 2024 à 200 milliards de tonnes de CO₂ si l'on veut limiter la hausse de la température mondiale à 1,5°C, 500 milliards pour arriver à 1,7°C et 900 milliards pour arriver à 2°C. Or, entre le début 2020 et la fin de 2024, on en a émis en moyenne 53 milliards de tonnes par an. Si ce rythme était maintenu, le monde aurait perdu la possibilité de limiter la hausse à 1,5 °C à la fin de l'année 2027... Le risque est pris très au sérieux par l'Organisation météorologique mondiale, qui estime maintenant à 47% la probabilité que la température mondiale

moyenne dépasse de 1,5°C les valeurs préindustrielles sur l'ensemble des années 2024-2028. Ces nouvelles prévisions ont été publiées le 5 juin, à l'occasion d'un discours du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sur la nécessité d'agir vite en ce domaine, «particulièrement au cours des dix-huit prochains mois». Cette action, explique-t-il, est nécessaire «non seulement pour agir sur le climat, mais aussi pour la prospérité économique et le développement durable».

Concilier fin du monde et fin du mois

Depuis le mouvement des «gilets jaunes», économistes et politiques (enfin, pas tous...) cherchent à concilier fin du monde et fin du mois. Si les travaux publiés par le NBER sont justes, cette recherche n'est pas seulement utile, elle est tout simplement indispensable. Le maintien du niveau de vie et du bien-être de l'ensemble de la population passe par l'action climatique. Pour que cette action soit efficace, il faudrait qu'elle soit engagée avec détermination par les plus gros émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre, dans l'ordre la Chine, les États-Unis, l'Inde, l'Union européenne et la Russie. Quand on voit à quel rang les trois premiers cités placent cette priorité, on peut avoir quelques inquiétudes. L'Europe, après les élections de ce week-end, risque de se montrer encore plus hésitante dans la mise en œuvre de son Pacte vert. Et le pouvoir politique qui sortira des urnes en France le 7 juillet prochain risque fort d'avoir d'autres priorités. Mais tout espoir ne doit pas être perdu. Contrairement à ce que les dirigeants politiques veulent faire croire, le dérèglement climatique ne fait pas seulement réfléchir dans le petit cercle des bobos parisiens et dans quelques clubs d'économistes. Un exemple parmi d'autres: Dominique Schelcher, président de Coopérative U (le groupement des enseignes de distribution U), au cours d'une rencontre avec l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF), le 6 juin dernier, expliquait que ses adhérents manifestent une prise de conscience des problèmes climatiques qui n'existait pas il y a seulement quelques années. Les inondations de magasins, les effets des pics de chaleur et la difficulté de rencontrer des assureurs dans certaines zones jugées à risques suscitent une certaine inquiétude. Dans les 550 millions d'euros que le groupe investit pour moderniser ses magasins, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au réchauffement climatique occupent une part significative. Si les responsables ne veulent pas paraître ignorants d'un problème bien réel, ils vont devoir s'y attaquer, quel que soit leur bord politique. Mais il faudrait qu'ils ne tardent pas trop...

Source : Slate.fr

PERFORMANCES
ÉCONOMIQUES POUR
2024

Le Qatar à la
quatrième
place mondiale
en local

Le Qatar a occupé la 11^{ème} place mondiale dans le rapport qui concerne la compétitivité mondiale pour l'année 2024, contre la 12^{ème} place l'an dernier, sur 67 pays, dont la plupart sont des pays développés, inclus dans le rapport publié par l'Institut International pour le Développement Administratif (IMD) en Suisse.

Les axes dans lesquels l'État de Qatar s'est classé haut dans le rapport comprennent, au niveau mondial, l'axe de la performance économique, classé 4^{ème}, l'axe de l'efficacité gouvernementale, classé 7^{ème}, l'axe de l'efficacité du secteur des entreprises, classé 11^{ème}, et le classement de l'État de Qatar dans l'axe des infrastructures, classé 33^{ème}. L'évaluation de la compétitivité a été basée sur les développements observés par un ensemble de données et d'indicateurs au niveau local, en plus des résultats d'une enquête auprès d'un échantillon de chefs d'entreprises et d'entrepreneurs et la compétitivité de l'économie qatarie. En outre, il y eu une comparaison entre ces données et indicateurs avec ceux d'autres pays couverts dans le livre. L'impact positif dans le classement des différents axes a été motivé par la performance exceptionnelle d'un certain nombre de facteurs

Concernant la performance économique, les indicateurs les plus importants sont le taux de chômage général, le taux de chômage des jeunes et les termes de l'échange commercial, pour lesquels le pays s'est classé au premier rang mondial. En ce qui concerne l'axe de l'efficacité du gouvernement, l'économie qatarie s'est classée au premier rang à la fois pour le taux de la taxe à la consommation et le taux de l'impôt sur le revenu des particuliers, alors qu'elle s'est classée au deuxième rang mondial dans l'Indice des Finances publiques, et au niveau de l'axe de l'efficacité du secteur des entreprises, le Qatar s'est classé au premier rang mondial à la fois pour l'efficacité des conseils d'administration des entreprises et pour le capital humain de travailleurs expatriés, tandis qu'il s'est classé au deuxième rang mondial pour l'indice du temps de travail.

Concernant l'axe de l'infrastructure, le pays s'est classé au premier rang des indicateurs d'infrastructure du secteur de l'énergie et du nombre d'inter-nauts pour mille habitants.

TUNISIE

L'urgence d'un «Fonds de pré-amorçage»

L'étude de faisabilité du «Fonds de pré-amorçage» était prête depuis 2011, mais elle est restée dans les tiroirs, malgré l'investissement consenti surtout en benchmark avec plusieurs pays comparables à la Tunisie. Mustapha Boubaya, consultant en management de l'innovation & entrepreneuriat et ancien membre du bureau exécutif et trésorier de la chambre syndicale nationale des entreprises d'études, de conseil et de formation de l'Utica, nous donne plus de détails sur ce sujet.

Le «Fonds de pré-amorçage» (ou Pre-SeedFund) est destiné à des promoteurs individuels et vise à combler le chaînon manquant pour financer les besoins du tout premier stade du projet. L'aide financière, généralement sous forme de subvention ou de prêt conditionnel (appelé aussi prêt d'honneur) de quelques dizaines de milliers de dinars, est fournie en vue d'aider le promoteur à faire passer le projet du stade de l'idée développée dans un plan d'affaires au prototype, de façon à rendre le projet suffisamment mature pour être présenté à un fonds d'amorçage ou un fonds de capital-risque.

Un précieux instrument de financement

Boubaya explique que l'aide financière est attribuée en fonction du seul «mérite du

projet» pour couvrir les coûts des études préliminaires (validation de l'idée, étude de pré-faisabilité, renforcement des capacités du promoteur), ainsi que les dépenses des études de faisabilité et de lancement du projet (frais relatifs au développement de l'idée de projet ou de recherche, prototypage, test du marché, à l'acquisition d'équipements et les frais de création de la nouvelle entreprise). Selon lui, le bénéficiaire peut, également, utiliser une partie de l'aide financière pour payer des services d'appui et d'accompagnement (laboratoires, incubateur, services conseils, accélérateur...).

Ainsi présenté, ce fonds se révèle un précieux instrument de financement, mis en place dans les pays performants et innovants, pour aider les jeunes porteurs de projets, en manque de fonds, à valider leurs idées et les

transformer en projets, puis en projets d'entreprises avant d'apprendre à devenir entrepreneur en herbe, pour finir en futur chef d'entreprise.

«Le pré-amorçage étant l'ensemble des dispositifs d'appui à la maturation d'une idée de projet ou d'un projet porté par un promoteur ou une équipe de promoteurs, dont la validation devrait déboucher soit sur la création d'une entreprise, soit sur l'abandon de l'idée de projet. Ainsi conçu, le pré-amorçage s'avère aussi une réponse appropriée au chaînon manquant dans le financement d'éclosion des idées de projets et de l'innovation, et c'est surtout dans le financement des jeunes pousses à haut potentiel, en l'occurrence les start-up, que le pré-amorçage trouve toute son utilité», développe Boubaya.

EGYPTE

La Banque mondiale approuve un prêt de 700 millions \$

La Banque mondiale a annoncé lundi un prêt de 700 millions de dollars à l'Egypte, pour notamment accroître la participation du secteur privé et verdier sa croissance, dans le cadre d'un plan d'aide de 6 milliards de dollars.

Ce financement doit "aider le pays à s'orienter vers une plus grande participation du secteur privé, une meilleure résilience macroéconomique et fiscale, et une trajectoire de croissance plus verte", précise la Banque mondiale.

Les aides pour la transition verte de l'Egypte se feront "notamment en développant les énergies renouvelables et en augmentant l'efficacité dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement", est-il précisé.

La Banque mondiale avait indiqué en mars prévoir d'aider l'Egypte à hauteur de plus de 6 milliards de dollars sur trois ans, afin de lui permettre de mener à bien ses priorités en matière de développement.

MAURITANIE

Lancement du recensement général du cheptel

L'opération de recensement général du cheptel, la première du genre dans le pays, visant à fournir une base de données fiable sur le nombre de têtes de bétail, afin d'élaborer et de mettre en œuvre des plans qui développeront l'élevage et le rendront plus rentable, compétitif et durable, a été lancée, lundi, sur l'ensemble du territoire national. Les walis ont supervisé au niveau des capitales des wilayas relevant de leur autorité territoriale, le lancement de ce recensement, mettant en exergue son importance, eu égard à sa corrélation étroite avec les politiques gouvernementales visant à développer le secteur, en exécution du programme de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El- Ghazouani. Les walis ont souligné également l'importance de cette opération pour la modernisation du secteur ainsi que pour augmenter sa rentabilité et pour optimiser sa contribution à l'économie nationale. La réussite de ce recensement permettra au gouvernement d'élaborer des politiques visant à développer ce secteur fondamental dans le cycle économique du pays, ont-ils dit, mettant en exergue les sommes considérables allouées dans le secteur et les importantes mesures logistiques et humaines prises pour assurer le

succès dudit recensement.

Le présent processus de recensement cible tous les types d'élevage dans les zones rurales et urbaines y compris la volaille, ont-ils souligné.

Partout les équipes chargées de l'opération ont été déployées pour assurer un bon déroulement de l'opération et par conséquent d'atteindre les objectifs visées à travers son organisation.

117 enquêteurs répartis en 39 équipes dotées de tous les moyens logistiques pour la réussite de cet importante et fondamentale opération ont été déployées au niveau de la wilaya du Hodh Gharbi, a déclaré à l'AMI, le délégué régional de l'élevage, M. Mohamed Mokhtar Ould Mohamed Maouloud.

L'objectif de ce recensement s'inscrit dans le souci du Département d'identifier et de contrôler le cheptel dans le pays, afin de mettre en place une stratégie de développement basée sur des indicateurs statistiques précis, a-t-il ajouté

L'élevage constitue un affluent majeur de l'économie nationale et contribue également à résorber le chômage et à offrir de nombreuses opportunités d'emploi, a affirmé dans ce cadre à Akjoujt, la capitale de la wilaya de l'Inchiri, le secrétaire général de la Fédération nationale de l'élevage, M. Ahmed BoukhahMohamedhe.

La Fédération a déployé, dans son souci d'assurer la réussite de l'opération de recensement général du cheptel, de grands efforts dans le domaine de la sensibilisation, notamment en contactant directement les éleveurs là où ils se trouvent, afin que les informations données aux enquêteurs soient exactes et complètes. Cette opération, considérée comme la première du genre, compte tenu de son lien étroit avec les politiques gouvernementales vise à développer le secteur, ont ajouté les walis

Le représentant de la Fédération Nationale de l'élevage au niveau de la wilaya du Tagant, M. Mohamed Ould Sidi Yacoub, a souligné pour sa part l'importance de l'élevage dans le cycle économique du pays.

Ce recensement aura des résultats positifs sur le secteur de l'élevage, l'un des secteurs économiques les plus importants du pays, ont-ils dit.

Le processus de recensement cible tous les types de bétail, y compris les poulets, ont-ils souligné, disant qu'une première collecte d'informations appréciables sur les catégories de bétail visé lors du dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) avait eu lieu, facilitant ainsi l'organisation de l'actuelle opération.

MADAGASCAR

Le FMI approuve deux prêts pour 658 millions \$

L'institution financière multilatérale souligne que les réformes appuyées par les programmes d'aide portent essentiellement sur la stimulation de la productivité agricole, l'augmentation de l'accès à l'électricité, la consolidation des infrastructures routières, le renforcement du capital humain et l'amélioration de la gouvernance.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué publié le vendredi 21 juin 2024, que son conseil d'administration a approuvé deux prêts d'un montant cumulé de 658 millions de dollars en faveur de Madagascar. Le financement permettra d'accroître la résilience économique de cet Etat insulaire de l'Océan indien et de soutenir ses efforts en matière d'adaptation au changement climatique. Le premier prêt se situe dans le cadre d'un accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 337 millions de dollars. D'une durée de 36 mois, il permettra « d'ancrer la viabilité budgétaire, de renforcer la gouvernance, de consolider la stabilité monétaire et financière et de faire progresser les réformes pour soutenir l'industriali-

sation et le développement du capital humain ». Le deuxième prêt se situe, quant à lui, dans le cadre d'un accord au titre de la Facilité pour la résilience et de durabilité (FRD) d'un montant de 321 dollars. Il vise notamment à réduire les vulnérabilités climatiques grâce au renforcement de l'adaptation au changement climatique et aux catastrophes naturelles, à l'amélioration de la protection des écosystèmes et à la création de conditions permettant les investissements verts du secteur privé. L'approbation de ces programmes permet le décaissement immédiat d'une première tranche de prêt de 48 millions de dollars au titre de la FEC. Le FMI a précisé, dans son communiqué, que les réformes appuyées par la FRD et la

FEC concernent notamment la stimulation de la productivité agricole, l'augmentation de l'accès à l'électricité, la consolidation des infrastructures routières, le renforcement du capital humain et l'amélioration de la gouvernance. « Les autorités se sont engagées à stabiliser la dette en dessous de 60 % du PIB et à ramener le déficit primaire à environ 3 % du PIB pendant la durée du programme. Elles entendent prendre des mesures en matière de mobilisation des recettes et réduire les transferts vers le secteur énergétique, notamment par une suppression progressive des subventions aux carburants. Ces efforts devraient contribuer à créer un espace budgétaire pour investir dans le capital humain et physique », a indiqué le communiqué.

RECAPITALISATION DES BANQUES AU NIGERIA

Des règles pour faciliter la levée de fonds

Le régulateur du marché financier nigérian a édicté un ensemble de procédures visant à simplifier la levée de fonds sur le marché des capitaux pour les banques qui souhaitent se recapitaliser. Ces règles visent à garantir un processus de levée de capitaux fluide, transparent et efficace. La Securities and Exchange Commission (SEC) qui régule le marché des capitaux au Nigeria a annoncé le vendredi 21 juin 2024, la mise en place d'un cadre pour simplifier les procédures de levée de capitaux pour les banques qui envisagent se recapitaliser. Ce cadre est constitué d'un ensemble de lignes directrices et procédés à suivre par les banques

pour mobiliser des financements sur le marché des capitaux. Qu'il s'agisse d'une émission de droits, visant à proposer de nouvelles actions à des actionnaires, d'une offre publique visant à céder des actions au grand public, de placements privés permettant d'émettre des actions à l'endroit d'un groupe restreint d'investisseurs, ou encore d'opérations de fusions-acquisitions, le guide de la SEC apporte des précisions sur ces différentes options de levée de capitaux. A travers ces procédés, le régulateur du marché financier nigérian dit vouloir « garantir un processus de levée de capitaux fluide, transparent et efficace par les banques ».

Les banques intéressées par ces modalités sont invitées à fournir la documentation demandée. La SEC examinera l'option de recapitalisation choisie par chaque banque et apportera son appréciation. Rappelons qu'au Nigeria, le capital social minimum des banques a été relevé par la Banque centrale, à compter du 1er avril 2024, de 10 à 50 milliards de nairas pour les banques régionales, de 25 à 200 milliards de nairas pour les banques nationales et de 50 à 500 milliards de nairas pour les banques internationales. Un délai de deux ans, jusqu'au 31 mars 2026 a été donné à l'ensemble de ces institutions pour se conformer à cette exigence.

CÔTE D'IVOIRE

Aurum veut lever 2 millions \$ pour l'exploration d'or

L'australien AurumResources est l'un des derniers exemples en date de l'intérêt des juniors minières étrangères pour le potentiel aurifère de la Côte d'Ivoire. En quelques mois, la compagnie a levé plusieurs millions de dollars pour son projet phare dans le pays, Boundiali. AurumResources a annoncé le 21 juin l'ouverture d'un plan d'achat d'actions visant à lever jusqu'à 3 millions

de dollars australiens (1,99 million \$). Le produit net de cette opération sera utilisé pour accélérer les activités d'exploration à son projet aurifère Boundiali en Côte d'Ivoire. Dans le cadre de l'opération, les actionnaires éligibles de la société et ayant une adresse enregistrée en Australie ou en Nouvelle-Zélande pourront souscrire jusqu'à 30 000 dollars australiens de nouvelles actions

ordinaires à un prix d'offre de 0,33 dollar par action. Depuis le début de l'année, AurumResources mène en effet une campagne intensive de forage sur le projet en vue d'une première estimation de ressources minérales d'ici fin 2024. Les travaux ont notamment mis en évidence des teneurs d'or élevées comme 163 g/t d'or et 14,56 g/t d'or. Notons que l'investissement d'Aurum-

Resources dans Boundiali illustre un intérêt croissant des investisseurs étrangers pour le secteur aurifère ivoirien, qui s'est fortement développé durant la dernière décennie. Passée d'environ 18 tonnes en 2014 à 50 tonnes en 2023, la production ivoirienne d'or devrait atteindre 55 tonnes en 2024.

TOGO

Le pays a capté près de 3,3 milliards \$ en aide au développement entre 2018 et 2022

Le Togo collabore avec d'importantes institutions multilatérales et bilatérales engagées comme partenaires financiers et techniques dans ses efforts de développement. Le Togo a capté près de 3,3 milliards USD (environ 2 000 milliards FCFA) en aide au développement sur la période 2018 - 2022. Une enveloppe globale qui lui a notamment permis de soutenir de avancées économiques et sociales, dans le cadre de Feuille de route Togo 2025 du gouvernement, relaie TogoFirst. Ce chiffre a été évoqué il y a quelques jours au cours d'une réunion d'échanges entre Sandra Ablamba Johnson, la ministre Secrétaire générale de la Présidence, et les partenaires techniques et financiers (PTF) du pays qui ont listé les principaux défis rencontrés dans l'exécution des différents projets de développement, afin que leur résolution accélère la mise en œuvre et maximise l'impact sur les populations. Dans le but de renforcer l'efficacité et l'efficience des projets et programmes de développement au Togo et d'en assurer la célérité de dans la mise en œuvre, j'ai au nom du Chef de l'État rencontré hier, 19 Juin 2024, la première vague des partenaires techniques et financiers de... pic.twitter.com/PckNxSavNC « Face aux conditions de financement actuelles, le Togo a décidé de redynamiser la Plateforme de coordination des interventions et de créer toutes les conditions nécessaires à une mise en œuvre accélérée des projets, en partenariat avec les diverses institutions » a déclaré Sandra Ablamba Johnson. Ce type de rencontre se répètera régulièrement pour approfondir les discussions et de déterminer la stratégie à adopter pour l'atteinte des objectifs, ajoute-t-elle.

NIGER

La société publique du pétrole se lance dans le segment amont

Ces dernières années, le Niger a multiplié les initiatives pour renforcer le rôle de l'État dans le secteur pétrogazier notamment à travers la SONIDEP, la société publique chargée des hydrocarbures. La société publique du pétrole du Niger (SONIDEP) s'est lancée dans le segment amont où elle effectue désormais ses premiers pas dans la recherche et l'ex-

ploitation d'hydrocarbures. L'information a été annoncée samedi 22 juin par la radio publique. « Aujourd'hui 22 juin, notre société des hydrocarbures SONIDEP démarre officiellement ses activités dans l'amont pétrolier en tant qu'opérateur national », a déclaré samedi Ali Mahaman Lamine Zeine, le Premier ministre nigérien. Ce développement fait suite à la signature

de deux contrats de partage de production engageant d'une part la SONIDEP et l'État de l'autre, concernant quatre blocs pétroliers jugés à fort potentiel dont trois à Agadem, et le quatrième à Bilma dans le nord-est. L'entrée de la société d'État dans le segment amont marque une avancée clé dans la valorisation du potentiel en hydrocarbures du Niger. En effet, SONI-

DEP s'étend désormais au-delà de la commercialisation des produits pétroliers, principal champ opérationnel de la compagnie. Rappelons que cette avancée s'inscrit dans le sillage de la décision prise en mars, par le gouvernement nigérien, de consolider l'influence de l'État dans la recherche et l'exploitation du pétrole et du gaz, en établissant la SONIDEP en tant « qu'opérateur ».

WALL STREET HÉSITE

Les points d’attention se multiplient pour les marchés

Wall Street est attendue mitigée mardi, tandis que les indices européens reculent à mi-séance alors que les investisseurs doivent composer avec la dégringolade de Nvidia, les élections françaises et américaines et la publication vendredi de l'inflation aux Etats-Unis.

Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street sans direction, le Dow Jones reculant de 0,1%, tandis que le Standard & Poor's 500 prend 0,18% et le Nasdaq 0,43%. À Paris, le CAC 40 décline de 0,73% à 7.650,76 points vers 11h55 GMT. Le Dax à Francfort cède 1,08%, sous la pression conjuguée de Merck et d'Airbus, contre une baisse de 0,18% pour le FTSE à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 se replie de 0,35%, contre 0,5% pour l'Euro-Stoxx 50 et 0,33% pour le Stoxx 600. Alors que le groupe est brièvement devenu l'entreprise la mieux valorisée du monde la semaine dernière, Nvidia a dégringolé de 13% sur les trois dernières séances. Le thème de l'intelligence artificielle a été l'une des principales raisons de la performance des actions américaines cette année, et le recul du groupe met donc en évidence une certaine nervosité des investisseurs. Le mouvement d'aversion pour le risque pèse sur les actifs risqués, tandis que le dollar progresse face à la plupart des devises. En Europe, une prime de risque politique s'applique aux actifs français depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. Les élections législatives, dont le premier tour aura

lieu ce week-end, pourraient ajouter à la volatilité. Aux États-Unis, le premier débat entre les candidats à la présidentielle américaine, jeudi (heure locale), animera les échanges avant la publication vendredi de l'indicateur d'inflation PCE. De fait, si l'attention des investisseurs est sollicitée de toutes parts, les considérations de politique monétaire demeurent essentielles, la Réserve fédérale ne cessant d'éloigner une première baisse de taux sur fond d'inflation américaine persistante. **Les valeurs à suivre à Wall Street** Nvidia progresse avant l'ouverture après avoir perdu près de 10% sur les dernières séances, déclenchant un mouvement d'aversion pour le risque. Boeing a proposé d'acquérir Spirit Aerosystems pour 35 dollars par action, dans le cadre d'une transaction financée essentiellement par l'émission de capital, selon Bloomberg News. **Les valeurs à suivre en Europe** Les titres du secteur des semiconducteurs reculent dans le sillage de la baisse de Nvidia. ASML perd 0,99%, ASMI 0,55% et STMicroelectronics 2,13%. Airbus a abaissé lundi son objectif total de

livraisons d'avions en 2024 et a annoncé l'inscription dans ses comptes au premier semestre d'une charge de 900 millions d'euros, ce qui fait chuter le titre de 10,94%. Safran perd 4,34% dans le sillage d'Airbus, tandis que les fabricants de moteurs Rolls-Royce et MTU Aero Engines abandonnent respectivement 3,84% et 5,42%. Eurofins a démenti mardi les allégations de malversations financières portées par le fonds spéculatif Muddy Waters à son encontre, et progresse de 4,46%. Trigano a fait état lundi d'une hausse de 10,8% de son chiffre d'affaires au troisième trimestre, citant la croissance soutenue de ses ventes de camping-cars, mais perd 5,33%. Merck KGaA chute de 8,5%, le laboratoire allemand ayant annoncé la veille qu'un essai clinique portant sur un médicament contre le cancer de la tête et du cou, considéré jusqu'ici comme prometteur, serait interrompu en raison d'un manque d'efficacité. **Taux** Les rendements varient peu en l'absence de catalyseurs, mais l'aversion pour le risque

soutient les souverains. Le rendement du Treasury à dix ans perd 1,8 pb à 4,2302%, tandis que le deux ans est stable à 4,736%. Le rendement du dix ans allemand s'affaiblit de 3 pb à 2,392%, celui du taux à deux ans perd 1,9 pb à 2,793%. **Changes** La livre se renforce face au dollar dans un contexte d'aversion au risque, alors que les marchés continuent de parier sur une Banque d'Angleterre prudente cette année. Le dollar avance de 0,02% face à un panier de devises de référence, l'euro cède 0,05% à 1,0727 dollar, et la livre sterling prend 0,09% à 1,2691 dollar. **Pétrole** La prudence s'empare des marchés du pétrole en amont de la publication vendredi de l'inflation américaine, les cours consolidant après avoir progressé de 3% la semaine dernière. Le Brent s'érode de 0,41% à 85,66 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) décline de 0,39% à 81,31 dollars.

La Bourse de Tokyo a nettement grimpé, Hong Kong incapable de rebondir

La Bourse de Tokyo a clôturé mardi nettement dans le vert, ayant profité de la faiblesse constante du yen et d'un retour en grâce de titres ayant sous-performé ces dernières semaines, à l'approche de la fin du trimestre. En revanche la Bourse de Hong Kong stagnait (-0,02% vers 06H35 GMT), incapable de rebondir après avoir reculé sur les trois séances précédentes. À Tokyo l'indice vedette Nikkei a gagné 0,95% à 39.173,15 points et l'indice élargi Topix a été encore plus vigoureux (+1,72% à 2.787,37 points). «À l'approche de la fin du trimestre, les investisseurs internationaux rééquilibrent leurs portefeuilles, vendant des actifs ayant bien performé récemment et achetant des titres à la traîne», a commenté Hideyuki Ishiguro, chef straté-giste chez Nomura Asset Management cité par l'agence

Bloomberg. Cela a notamment profité mardi aux valeurs financières japonaises. Le dollar continue par ailleurs de flirter avec la barre des 160 yens, un niveau extrêmement bas pour la monnaie japonaise qui offre un vent favorable aux valeurs exportatrices nippones et aux investisseurs étrangers pour acheter des actions japonaises à bon compte. Le gouvernement japonais était intervenu sur le marché des changes fin avril quand le dollar avait franchi les 160 yens. Mais malgré des avertissements à répétition du ministère japonais des Finances ces derniers jours, beaucoup d'analystes pensent que la prochaine intervention de Tokyo n'est pas si imminente que ça. «Les autorités japonaises ne ciblent pas un niveau de cours particulier entre le dollar et le yen» mais veulent «empêcher une spé-

culatation excessive et veiller à ce que les mouvements du yen ne soient pas déconnectés des fondamentaux économiques», a rappelé dans une note Michael Brown, straté-giste chez Pepperstone. En outre, pour tenter de maximiser l'impact d'une intervention, le Japon a tout intérêt à agir à un moment où le marché ne l'attend pas, selon M. Brown. Vers 06H30 GMT le yen s'appréciait légèrement par rapport au dollar, qui valait 159,48 yens contre 159,62 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro reflua à 171,18 yens, contre 171,33 yens la veille, tout en étant stable par rapport au billet vert, à 1,0733 dollar. Le marché du pétrole était atone: vers 06H25 GMT le baril de WTI américain stagnait (-0,01% à 81,62 dollars), comme le baril de Brent de la mer du Nord (-0,03% à 85,98 dollars).

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Juin 2024 Valeur : 26 Juin 2024				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.4028	134.4178
1	EUR	EURO	144.0126	144.0556
1	GBP	POUND STERLING	170.1086	170.2353
100	JPY	JAPANESE YEN	84.1121	84.1479
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5082	18.5105
1	CHF	SWISS FRANC	150.3723	150.4565
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.2405	98.2802
1	DKK	DANISH KRONE	19.3083	19.3132
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.8078	12.8110
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7292	12.7332
1	AED	UAE DIRHAM	36.5901	36.5982
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8264	35.8323
1	KWD	KUWAITI DINAR	438.0795	438.2713
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.4822	42.9092
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4803	13.4818
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4572	27.5978
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5388	3.5392
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.7463	176.7463

CAC40

En rouge, pénalisé par le décrochage d’Airbus

La bourse de Paris cède près de 0,7% ce matin, à 7650 pts, effaçant une bonne partie de ses gains de la veille (+1%), notamment pénalisée par Airbus. L'avionneur européen lâche en effet plus de 10% après la publication d'une mise à jour de ses prévisions pour 2024. Le constructeur aéronautique ne table plus que sur 770 livraisons d'appareils cette année contre 800 jusqu'ici. Notons que le modeste rebond signé par le marché parisien depuis une semaine sera aussi mis à l'épreuve dans les prochains jours par toute une série de rendez-vous importants, non seulement sur le plan éco-

nomique mais surtout au niveau politique. Les investisseurs devraient s'abstenir de prendre des positions trop franches en attendant le premier tour des élections législatives en France, dont l'issue s'avérera déterminante pour l'avenir du pays. Quelle que soit l'issue du scrutin, les équipes d'Apicil, un spécialiste de la gestion patrimoniale, s'attendent à ce qu'une prime de risque politique perdure en France lors de l'année à venir. 'Depuis l'annonce de la dissolution, les marchés ont nettement corrigé, mais de manière cohérente', estime le groupe de protection sociale.

Les prises de risques sont restées limitée en vue de la parution, prévue vendredi, de l'indice des prix PCE, une mesure de l'inflation particulièrement surveillée par la Fed. Les investisseurs attendent également avec impatience le premier débat entre Joe Biden et Donald Trump, programmé jeudi soir, dans l'optique de l'élection présidentielle du mois de novembre. La semaine a en revanche démarré sous de bons auspices sur l'obligataire, avec une réduction du 'spread' entre les OAT françaises et les Buns allemands, qui revient à 76 points de base. Sur le marché américain, le rendement des bons du Trésor à dix ans

recule à 4,24%. Du côté du pétrole, les cours se stabilisent après avoir signé deux semaines consécutives de progression. Le baril de Brent de Mer du Nord est stable, vers 86 dollars. L'agenda sera peu chargé en indicateurs avec seulement l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board qui paîtra aux Etats-Unis dans l'après-midi. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Société Générale annonce l'achèvement de son programme de rachat d'actions à des fins d'annulation lancé le 27 mai : 11.718.771 actions ordinaires ont été rachetées par la banque pour un montant glo-

bal de 279,8 millions d'euros et seront prochainement annulées. Air Liquide prévoit d'investir jusqu'à 850 millions de dollars pour construire, détenir et exploiter quatre grandes unités modulaires de séparation des gaz l'air ainsi que les infrastructures connexes, dans la plus grande production d'oxygène des Amériques. Capgemini rapporte avoir signé un accord en vue d'acquérir D+I, l'un des principaux cabinets de conseil en conception et développement de produit en Australie, avec des laboratoires de R&D à Sydney, Melbourne et Newcastle.

ARGENTINE

La récession s’installe, le chômage augmente

Le gouvernement a appliqué un drastique programme d'austérité budgétaire tous azimuts, dans un objectif de "déficit budgétaire zéro" à fin 2024, et ainsi de dompter l'inflation chronique (211% en 2023).

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Argentine a enregistré une forte contraction de 5,1% en glissement annuel au cours du premier trimestre, tandis que le chômage frappe désormais 7,7% de la population, selon les chiffres officiels publiés lundi. D'après l'institut de statistiques Indec, le PIB a chuté de 2,6% lors du premier trimestre par rapport au quatrième trimestre 2023. Le secteur de la construction, le plus touché, dévise de 19,7% en comparaison annuelle, suivi par l'industrie manufacturière (-13,7%) et les activités d'intermédiation financière (-13%). Seules les exportations ont progressé de +26,1% en glissement annuel et de +11,1% par rapport au trimestre précédent. L'Indec a également publié lundi le chiffre du chômage, à 7,7% de la population active au premier trimestre, soit une aug-

mentation de 0,8 point de pourcentage par rapport à la même période l'année dernière. Les experts estiment que 40% des Argentins en âge de travailler évoluent dans le secteur informel.

Dévaluation

Si l'inflation dans la troisième économie d'Amérique latine ralentit en mai (4,2% en rythme mensuel), elle reste vertigineusement élevée sur les cinq premiers mois de l'année (71,9%), à près de 280% en glissement annuel, selon les dernières données officielles disponibles. Ces données sont conformes aux projections du Fonds monétaire international (FMI) qui prévoit une contraction de 3,5% du PIB en 2024 et un taux d'inflation annuel moyen de 233%. "Nous savons qu'à court terme la situation va se dégrader,

mais ensuite nous verrons les fruits de nos efforts", avait promis Javier Milei lors de son discours d'investiture en décembre. Le gouvernement a appliqué d'emblée un drastique programme d'austérité budgétaire tous azimuts, dans un objectif de "déficit budgétaire zéro" à fin 2024, et ainsi de dompter l'inflation chronique (211% en 2023). Mais les coupes budgétaires, dont la paralysie des chantiers publics, couplées à une brutale dévaluation (54%) du peso en décembre, ont étranglé le pouvoir d'achat. Un impact qui se répercute sur la consommation, l'activité, l'emploi. Mais pour le président Milei, lundi lors d'un discours en République tchèque, dernière étape d'une tournée européenne, son gouvernement a réalisé "le plus grand ajustement fiscal non seulement de l'histoire de l'Argentine, mais aussi de l'histoire de l'humanité".

PRIX DU GAZ EN HAUSSE

L’essor de l’intelligence artificielle ferait grimper la demande

Les prix du gaz naturel se sont envolés au cours des trois derniers mois en raison d'une demande plus forte liée à l'essor de la consommation d'électricité et à son rôle crucial dans la transition vers les énergies renouvelables. Dans le cadre de la transition écologique de la planète vers une empreinte carbone de plus en plus faible, le gaz naturel devrait jouer un rôle clé dans le soutien de la demande. Parallèlement, l'essor de l'intelligence artificielle devrait stimuler son utilisation dans la consommation d'électricité. Depuis la mi-avril, les prix à terme du gaz naturel aux États-Unis ont bondi d'environ 62% et ceux du gaz de la Mer du Nord ont augmenté de 18% en raison de l'in-

tensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, de la réduction de la production aux États-Unis, des perturbations de l'approvisionnement en Norvège et des prévisions d'augmentation de la demande.

La demande de gaz naturel devrait augmenter

Selon S&P Global Commodity Insights, "la demande mondiale d'électricité augmentera d'un tiers au cours des dix prochaines années, y compris la demande des data centers ", et "le gaz naturel jouera un rôle important en tant que source d'énergie de base ". D'autres études indiquent que la demande de gaz augmentera particu-

lièrement dans les marchés émergents d'Asie en raison de l'accroissement de la population, du développement industriel et du passage à la décarbonisation des combustibles fossiles d'ici la fin du siècle. L'augmentation des investissements dans le GNL (gaz naturel liquéfié) stimulera l'offre à court terme, mais de nouveaux projets seront nécessaires pour répondre à la demande à long terme. Selon les données de Bloomberg, le nombre de poids lourds chinois alimentés au GNL a augmenté de 459 % au cours des quatre premiers mois de cette année par rapport à la même période en 2023, en raison des coûts inférieurs du gaz naturel et de sa plus faible empreinte carbone

par rapport au pétrole. En mars, l'Institut de recherche économique et technologique de la China National Petroleum Corporation a prévu que les véhicules électriques et les camions fonctionnant au GNL remplaceraient environ 10 à 12% de la consommation de diesel et d'essence en Chine cette année. Les analystes de Wells Fargo prévoient que la demande d'électricité aux États-Unis augmentera de 20% d'ici à 2030, en raison des besoins croissants en énergie de l'IA. L'infrastructure des data centers des IA devrait ajouter 323 térawattheures à la demande d'électricité, soit par comparaison, sept fois plus que la consommation annuelle actuelle de la ville de New York !

PLAN DE RELANCE EUROPÉEN

Quelle utilisation des aides en Italie ?

Sur les quelque 750 milliards d'euros de subventions et de prêts du plan de relance européen, l'Italie doit en recevoir près de 200 milliards. L'argent sera principalement utilisé dans cette région pour achever des projets en attente comme une nouvelle ligne de chemin de fer qui doit permettre de relier les principales villes de l'île. Mais des fonds supplémentaires seraient nécessaires pour répondre à toutes les demandes comme l'explique le responsable des infrastructures au niveau régional. En Italie, la restauration du Pô est prévue par le plan de relance européen "D'une part, il n'y a pas assez de professionnels pour gérer les fonds et les municipalités locales doivent s'organi-

ser comme elles le peuvent. D'autre part, et contrairement au plan initial, les fonds de relance au niveau national ne suffisent pas à couvrir tous les besoins dans le secteur des infrastructures. Si les routes et les autoroutes sont laissées de côté et que les interventions ne concernent qu'une partie du réseau ferroviaire, le risque est de ne pas atteindre l'objectif fixé", prévient Marco Falcone, assesseur aux infrastructures en Sicile (ForzaItalia). Plus de 230 millions d'euros ont été investis en Sicile, principalement dans la rénovation de logements sociaux. Notre correspondante s'est rendue dans un quartier pauvre situé en périphérie de Catane où les projets financés par les fonds post-pandémie inclus notam-

ment des propriétés confisquées à la mafia. Un supermarché de plus de 600 m² datant des années 80 et qui appartenait à l'un des plus puissants patrons de la mafia doit y être transformé en centre d'aide aux familles à faibles revenus.

Le plan de relance italien validé : le pays va toucher près de 200 milliards d'euros

"Ce symbole de la lutte contre la criminalité mafieuse sera utilisé pour aider de nombreux habitants dans le besoin", explique Michele Cristaldi, adjoint au maire de Catane en charge des biens confisqués à la mafia. "Les organisations criminelles sont encore fortes ici et elles ont tendance à recruter des

jeunes qui deviennent à leur tour des criminels", tient-il à rappeler. Mais comme l'explique Maurizio Caserta, professeur d'économie politique à l'Université de Catane, la question va au-delà de la quantité d'aides reçues. "Le problème est de savoir comment transformer ces fonds en résultats concrets. Cela nécessite des compétences en matière de planification, des règles claires et une transparence dans les procédures de l'administration publique. Tous ces aspects font défaut ici", met en garde Maurizio Caserta. "Faire un virement bancaire n'est pas suffisant. Ce n'est que le point de départ et nous devons montrer à l'Union européenne que nous sommes à la hauteur de la tâche", ajoute-t-il.

FACE AUX INCERTITUDES ÉCONOMIQUES
Les Chinois se ruent sur l’or, « plus sûr pour placer de l’argent »

Alors que la deuxième économie mondiale peine à repartir après les années de pandémie et avec un marché immobilier en crise, la consommation d'or a progressé de 6 % au premier trimestre dans le pays. Le magasin Caibai est une référence de la bijouterie dans la capitale chinoise. « Depuis 1956 », lit-on en dessous de la devanture du commerce, situé dans l'ouest de Pékin. Au rez-de-chaussée, les acquéreurs potentiels ont l'œil sur des bijoux et objets sertis d'or. Un étage est consacré aux pierres précieuses, un autre spécialement dédié au jade. Mais, en ce moment, c'est au dernier niveau que se déroule l'activité la plus sérieuse. Au sommet des escalators, le client tombe sur un grand écran affichant une courbe qui n'a cessé de grimper depuis quelques mois : le cours de l'or au gramme sur le marché de Shanghai. Il cotait autour de 550 yuans, près de 70 euros, ce 27 mai. Les clients sont discrets et beaucoup n'ont pas de grande fortune, mais plutôt leurs petites économies. Ils regardent longuement avant de poser une question. Caibai propose tous types de poids, des petites pièces allant de 1 à 30 grammes à l'effigie du panda, avec certification de la banque centrale tout de même, aux barres de 50, 100 ou 300 grammes. Le gros succès revient à celles qui sont gravées des animaux de l'astrologie chinoise, surtout le dragon de cette année. Sous une vitrine de démonstration, le client peut glisser la main vers un gros lingot pour voir s'il arrive à le soulever.

TUNING

HWA Evo, le restomod de la Mercedes-Benz 190 E 2.5-16 Evolution

La mode des restomods a du bon. Au tour d'une légende de Mercedes de revoir le jour sous une forme modernisée. HWA va produire 100 exemplaires d'une réinterprétation de la Mercedes-Benz 190 E Evo II.



UPDATE : La HWA Evo recevra un V6 biturbo sous le capot. Il s'agit d'un bloc de 3 litres d'origine Mercedes, bon pour 450 chevaux et 550 Nm. Ou même pour 500 chevaux si vous optez pour la mise à niveau du moteur.

Fondée par Hans Werner Aufrecht – cofondateur de AMG – en 1998, HWA possède à son actif différents projets liés aux sports mécaniques dont la production de moteurs et de voitures pour le DTM, d'exemplaires d'homologation de la fameuse Mercedes CLK GTR qui

courrait en FIA GT ou le développement des motorisations de Mercedes en Formule 3 ou en Formula E électrique. EN sus, HWA est également connu pour concevoir et produire les V12 AMG équipant certaines Pagani d'exception dont la Pagani Huayra R. Mais HWA veut célébrer son quart de siècle en grandes pompes et va construire un restomod de la mythique Mercedes-Benz 190 E 2.5-16 Evolution II – produite à 502 exemplaires – qui servait à l'homologation des Mercedes de DTM au début des années 1990 et qui se distinguait par un kit carrosserie spectaculaire, entre autres.

La même en mieux

Si les premières esquisses dévoilées par HWA rappellent furieusement la 190 E Evo II originelle, la HWA Evo s'en différenciera par sa technologie moderne. Qu'il s'agisse de l'étude aérodynamique mais surtout de l'ensemble mécanique – châssis, moteur et freins – ou de la sécurité, cette restomod fera appel à ce qui se fait de mieux de nos jours.

Plus de 700.000 euros

Cette rivale de la BMW M3 Evo est un collector très prisé qui se négocie au bas

mot à 500.000 € sur le marché des véhicules de collection. Une somme folle qui resterait bien inférieure à celle réclamée par HWA pour son restomod puisque la société allemande annonce un tarif de l'ordre de 780.000 \$, soit environ 714.000 €. HWA en produira 100 exemplaires qui seront tous basés sur un châssis existant de Mercedes 190 E. Les livraisons devraient débuter en 2025. La commercialisation se fera en collaboration avec la société américaine Curated, spécialisée dans la vente et la restauration de voitures classiques des années 1970 au début des années 2000.

FORD : APRÈS LA RETOUR DE LA CAPRI

Place aux Escort et RS200... cette fois en Restomod

L'officine anglaise Boreham Motorworks a reçu l'autorisation de Ford de reproduire les Escort Mk1 et RS200 en version Restomod. Cinq autres réalisations de la marque à l'ovale bleu sont à l'ordre du jour.

Hormis l'intemporelle Mustang, la gamme Ford n'a jamais versé dans le néo-rétro en Europe. Ce n'est pas le retour de la Capri en mode SUV 100% électrique dans quelques semaines qui nous contredira tant la recette est différente de celle du modèle originel. Pour autant, une entreprise britannique, Ford a de très nombreux aficionados outre manche, a obtenu les droits pour remettre au goût du jour les célèbres Ford Escort Mk1 et la Ford RS200.

L'entreprise en question, Boreham Motorworks qui fait partie du groupe DRVN Automotive a



signé un accord avec la Ford Motor Company laquelle lui a donné l'autorisation de produire les deux bêtes de course en nombre limité.

Le come-back de deux icônes des rallyes

Pour l'instant, Boreham Motorworks n'a livré que des images

teaser laissant entrevoir sous bâche les silhouettes emblématiques des deux bolides et surtout leur signature lumineuse revisitée à grand renfort de LED. Un gimmick désormais incontournable sur tout restomod qui se respecte mais également sur les « renaissances » de modèles emblématique, les Renault 5 E-Tech électrique et Alpine A290

en témoignent. Dixit, la firme, la future Ford RS200 sera dotée d'un moteur central et d'une transmission intégrale habillés par une carrosserie en matériaux composites. Dans le cas de la Ford Escort Mk1, il s'agira d'une continuité du modèle puisque les nouvelles réalisations auront droit à un numéro de série (VIN) suivant ceux

des véhicules produit dans les années 1960.

Un prix qui n'aura plus rien de populaire

Pour autant, l'Escort Mk1 sera revue en profondeur recevant de nombreuses améliorations techniques avec un soin tout particulier apporté aux détails. L'une comme l'autre sera probablement proposée à un tarif élitiste à l'instar des Totem Automobili (460 000 €) ou encore de la Mercedes HWA EVO (714 000 €).

Par la suite, Boreham Motorworks, ne s'arrêtera pas en si bon chemin puisque la firme a reçu l'autorisation de développer 5 autres modèles Ford. Parmi nos pronostics figurent une Ford Capri RS, une Sierra Cosworth et pourquoi pas une Escort Mk2. Affaire à suivre.

RAPPORT RUBRIK ZERO LABS

Les établissements de santé, cibles privilégiées des ransomwares

Rubrik Zero Labs, l'entité de recherche en cybersécurité de Rubrik, spécialiste de la sécurité des données Zéro Trust, a récemment publié un nouveau rapport sur l'état de la sécurité des données, basé sur une étude menée auprès de plus de 1 600 responsables IT et de sécurité de 10 pays. Il révèle que les établissements de santé sont une cible de choix pour les attaques ransomwares.



Selon ce rapport intitulé "L'état de la sécurité des données : Mesurer le risque pour vos données", 94 % des responsables IT et sécurité ont signalé une cyberattaque majeure en 2023, une moyenne de 30 attaques a été rapportée aux dirigeants et 93% des organisations ont rempli une déclaration officielle de perte de données auprès des autorités compétentes. Bipul Sinha, CEO et cofondateur de Rubrik, déclarait l'an passé : "L'explosion de l'IA générative va promouvoir une nouvelle ère de cyberattaques, avec des attaques qui dépassent de loin l'entendement humain. Nous devons utiliser l'IA générative non seulement pour comprendre les futurs cyber événements, mais aussi pour les prévenir et nous en défendre".

Les cyberattaques ont ainsi un taux de probabilité supérieur aux vols physiques ou aux incendies :

- le risque de cyberattaque est 67 % plus élevé que le risque d'un vol physique ;
- les organisations ont cinq fois plus de risque d'être victimes d'une cyberattaque que d'un incendie.

Le rapport montre qu'elles ont, non seulement un impact profond sur les finances et les opérations des entreprises, mais peuvent avoir des répercussions durables au niveau psychologique sur les équipes de cybersécurité.

**Le secteur de la santé :
des données particulièrement sensibles**

Le rapport se focalise sur quelques thèmes principaux, parmi eux, les risques liés au cloud, les ransomwares et le secteur de la santé, fortement impacté par les cyberattaques et dont les données sont particulièrement sensibles, ne serait-ce que pour les dossiers patients.

Selon les chiffres du rapport :

- Les organismes de santé sécurisent 22 % de données de plus que la moyenne mondiale des autres secteurs ;
- Une organisation de santé typique a vu son patrimoine de données augmenter de 27 % l'année dernière ;
- Une organisation de soins de santé typique possède plus de 42 millions d'enregistrements de données sensibles, soit 50 % de données sensibles en plus que la moyenne mondiale de 28 millions ;
- Les enregistrements de données sensibles dans les organismes de santé observés ont augmenté de plus de 63 % en 2023, dépassant de loin tout autre secteur et plus de cinq fois la moyenne mondiale (13 %).

**L'impact des ransomwares
sur le secteur de la santé**

Le rapport a observé une hausse importante du nombre d'attaques par ransomware rendues publiques au cours de l'année passée : 358 attaques ciblant le secteur de la santé (+46 % en 12 mois), 4 399 attaques tous secteurs confondus (+70 % en 12 mois). Si l'augmentation est plus faible, quoique significative, dans le

secteur de la santé, 20 % de l'ensemble des données sensibles d'un organisme de santé typique sont touchées à chaque fois qu'un ransomware réussit à les chiffrer, contre 6 % pour un organisme moyen.

D'autre part, le rapport souligne que la plupart des attaques de ransomware dans le secteur de la santé ciblent les environnements virtualisés, plus flexibles, mais également plus vulnérables :

- En 2023, 97 % des données cryptées lors de ces attaques dans le secteur de la santé provenaient d'une architecture virtualisée, alors que dans d'autres secteurs où ce taux est de 83 %.

Steven Stone, directeur de Rubrik Zero Labs, commente : "Malgré les retombées des cyberattaques qui font la une des journaux, le risque lié aux données est une question qui reste obscure, notamment en ce qui concerne ce que les équipes de sécurité peuvent réellement changer et ce qu'elles ne peuvent pas changer. Avec ce rapport, nous visons à fournir des informations quantifiables que les responsables de l'informatique et de la sécurité peuvent rapporter à leur organisation afin de renforcer la cybersécurité, en particulier avec leurs partenaires des équipes commerciales et de gouvernance. Plus nous parlons des cybermenaces comme le ransomware, et de son impact sur des secteurs comme la santé, plus nous pouvons collaborer pour minimiser le calcul des risques et, en fin de compte, mieux les cyberattaquants qui tentent d'entraver nos activités".

LOGICIELS D'ENTREPRISE Un marché en bonne croissance sur 2023

Après avoir crû d'environ 10 % en 2022, les ventes d'applications pour entreprise ont encore progressé de 12 % en 2023. Elles devraient dépasser les 600 Md\$ en 2028 portées par la diffusion de la GenAI dans les logiciels BtoB. L'intelligence artificielle et, en particulier, la GenAI sont à l'origine d'une évolution de l'expérience des collaborateurs et des clients qui profite au marché des logiciels d'entreprise. IDC estime qu'en 2023, les revenus issus des ventes de ces solutions ont représenté 356 Md\$ de chiffre d'affaires, soit une progression de 12 % d'une année sur l'autre. En 2022, une croissance très confortable de 9,8 % avait déjà été enregistrée. Le cabinet d'études indique que ce dynamisme bénéficie en particulier aux applications délivrées en SaaS, du fait d'une confiance accrue dans la technologie cloud comme base pour innover rapidement et accélérer le ROI ainsi que la différenciation concurrentielle.

5 éditeurs s'adjugent 21,2 % du marché

IDC intègre dans sa définition du marché des applications pour entreprises les solutions de gestion des ressources des organisations, de la relation client, et de la chaîne logistique, ainsi les logiciels dédiés à l'ingénierie et ceux conçus pour le pilotage de la production. Le secteur est dominé par cinq fournisseurs, à savoir SAP, Salesforce, Oracle, Microsoft et Intuit. Ils captent ensemble 21,2 % des revenus du marché. À noter que la différence entre SAP et Salesforce (0,2 point) est à ce point minime qu'IDC les classe numéros un ex æquo pour 2023.

70 % des dépenses orientées vers des applications cloud en 2028

Le cabinet d'études anticipe que les revenus du marché mondial des applications d'entreprise dépasseront les 600 Md\$ en 2028. Dans le même temps, le cloud public deviendra le modèle de déploiement central pour les logiciels d'entreprise, captant plus de 70 % des nouvelles dépenses dans ce type de solutions. La demande d'applications d'entreprise basées sur le cloud public devrait ainsi enregistrer une croissance annuelle moyenne de 16,5 % sur cinq ans, à comparer à celle de 11,1 % attendue pour l'ensemble du marché.

Mots fléchés

Candidate		Félide d'Amérique du Sud		Blocage momentanée		Le Messie		Poilu		Chaume		Le noble art	
Profondément				Bloc de glace		Tranche de pain passée au gril				Fleuve africain		Lieu de fouilles	
Griffe		Né						Endroits					
					Petit conduit								
Instrument à vent		Obtempère						Lac des Pyrénées	Uvule	Fleuve sibérien		Débloquer	Découpas
					Élèves								
					Administrés								
Incite		Beau-fils	Service de police			Outil tranchant					Langue du sud		
			Bière anglaise										
						Fleurs		Embarras					
Semblable													
Engendrées				Souverain				Titane			Se dirige		
								Souverains					
								Plantigrades					
Chameau	Assise		Reine d'Egypte	Localisés							Fatigue		Anonner
					Manillon		Electron-vot		Département français				
									Surface agricole				
Humour				Ajustais								Pièce de quincaillerie	
Beau château													
				Châtier						Personnage biblique			
				Poisson plat						Ivre			
Lieux de culte		Opus			Ecoliers		Cubes de jeu				Pronom personnel		
											Baie jaune		
							Choisis		Département picard				
									Fondement				
Ecimée		Condiment				Ont de gros os						Fibre textile	
		Maître des vents											
						Marchera		Atolls					Monnaie japonaise
Futurs officiers de réserve				Carreau						Erbium	Achoppement		
				La Terre-Mère							Nickel		
Absorbée	Aérienne							Service de l'armée					
				Agence spatiale			Léger						

Secousse tellurique de 4,0 degrés dans la wilaya de Jijel (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 4,0 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée, mardi à 04h53, dans la wilaya de Jijel, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 06 km au Sud-Est de Ziama-Mansouriah, dans la même wilaya, précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 26 juin 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Attaf entame une visite officielle en Autriche

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé à Vienne, capitale de la République fédérale d'Autriche, pour une visite officielle, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué mardi un communiqué du ministère. Le programme de cette visite comprend deux dimensions principales à savoir la dimension multilatérale liée aux relations unissant l'Algérie et les différentes organisations internationales dont le siège est à Vienne, et la dimension bilatérale qui concerne les relations de partenariat économique et le dialogue politique entre l'Algérie et l'Autriche. Dans le cadre de cette visite, M. Attaf aura des entretiens avec les responsables de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de l'organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), précise la même source. Sur le plan bilatéral, le ministre tiendra avec son homologue autrichien Alexander Schallenberg, une séance de travail qui sera consacrée à l'examen des moyens et perspectives de renforcement des relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans leurs différents volets et composantes, outre les développements régionaux et internationaux d'intérêt commun, selon le communiqué.

ELECTION PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Laagab appelle les médias à lui accorder un intérêt particulier

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a appelé, mardi à Alger, les établissements médiatiques à accorder un intérêt particulier à la prochaine élection présidentielle, prévue le 7 septembre. S'exprimant lors de la cérémonie de remise des prix aux lauréats du Concours de la meilleure oeuvre médiatique touristique, organisé en coordination avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, M. Laagab a insisté sur l'impératif d'"accorder à cet événement l'importance requise de la part des établissements médiatiques", et ce, en "fournissant aux citoyens les informations et les connaissances constitutionnelles, juridiques et politiques nécessaires pour qu'ils puissent se faire leurs propres opinions et choix". Le ministre a, également, souligné l'importance d'"accompagner l'Autorité nationale indépendante des élections

(ANIE) et garantir la couverture des différentes étapes du processus électoral, avec professionnalisme et impartialité en accordant un même temps de parole à chacun des candidats et en expliquant leurs programmes avec précision et équité, dans le cadre des lois régissant l'action médiatique, d'une part, et de la loi sur les élections, d'autre part". Par ailleurs, M. Laagab a appelé la corporation médiatique à s'intéresser davantage au secteur du tourisme et à œuvrer à "la relance de l'Association des journalistes touristiques, afin qu'elle joue un rôle dans l'encadrement, la formation et l'orientation", mettant l'accent sur l'importance de "mettre en avant les énormes potentialités touristiques de l'Algérie par le biais des journalistes travaillant pour des médias étrangers, via leurs bureaux accrédités dans notre pays". L'occasion était pour le ministre

de souligner "le rôle pivot et efficace des médias dans la promotion de la destination Algérie, en tant que destination touristique par excellence", précisant que cette démarche s'inscrivait au "cœur de la politique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". "Faire la promotion de la destination Algérie, c'est consacrer la place du tourisme dans notre pays, sur le plan économique", a-t-il ajouté précisant que "l'Algérie, malgré son énorme potentiel touristique riche et diversifié, est toujours en train de se frayer un chemin vers la place qui lui sied en la matière". A cet égard, le ministre a indiqué, que son département "s'intéresse désormais aux médias spécialisés", et "a organisé plusieurs séminaires, conférences et formations, à l'instar de celles destinées à la presse économique, politique, touristique, culturelle et sportive".

COOÉRATION

Larbaoui reçoit un appel téléphonique de son homologue palestinien

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, mardi, un appel téléphonique du Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et des Expatriés de Palestine, M. Mohammad Mustafa, qui lui a transmis les salutations et la reconnaissance du président de l'Etat de Palestine, M. Mahmoud Abbas, à son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour ses efforts inlassables dans la mobilisation du

soutien international en faveur de la cause palestinienne, indique un communiqué des services du Premier ministre. "Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, ce jour, 25 juin 2024, un appel téléphonique du Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et des Expatriés de Palestine, M. Mohammad Mustafa, qui lui a transmis les salutations et la reconnaissance du président de l'Etat de Palestine, M. Mahmoud Abbas, à son

frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour ses efforts inlassables dans la mobilisation du soutien international dans les différents fora internationaux, notamment au Conseil de sécurité, en faveur de la cause palestinienne et du recouvrement par le peuple palestinien de ses droits légitimes", lit-on dans le communiqué. Le Premier ministre palestinien a également fait part "des remerciements et de la

gratitude des dirigeants et du peuple palestiniens au président de la République pour sa décision de versement de la deuxième tranche de la contribution de l'Algérie au budget de l'Autorité palestinienne au titre de l'année en cours, afin d'atténuer les souffrances du peuple palestinien et de renforcer sa résilience face à l'agression sioniste incessante", conclut la même source.

CHLEF

Lancement du premier guide touristique numérique

La direction du tourisme et de l'artisanat de Chlef a lancé le premier guide touristique numérique des différents sites, monuments et infrastructures du secteur touristique local visant la promotion de la wilaya en destination touristique de choix, a-t-on appris, mardi, auprès de cette direction. Il s'agit d'une application électronique dénom-

mée "Marhaba fi Chlef" (Bienvenue à Chlef), directement téléchargeable depuis la boutique en ligne Google Play ou en scannant le QR code (code à réponse rapide) disponible sur la page officielle de la direction sur les réseaux sociaux, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Rachid Boudouda. Il a souligné l'inscription de cette initiative, coïncidant avec

le début de la saison estivale, "dans le cadre de la numérisation du secteur touristique en vue d'orienter les visiteurs de cette wilaya devenue une destination touristique au vu des ressources dont elle dispose".

Selon le chargé de communication auprès de la même direction, Mohamed Tehami, ce guide touristique numérique englobe notam-

ment les plus importants sites archéologiques, historiques et culturels susceptibles d'être visités à Chlef, outre différents circuits touristiques et autres informations sur la bande littorale, les us et traditions de la région, les hôtels et les agences de voyages locales. La wilaya de Chlef compte une bande littorale de 129 km de long parsemée de 26 plages autorisées à la

baignade. A noter, également, la tenue dans le cadre de la célébration de la Journée nationale du tourisme (25 juin), d'une exposition des produits de l'artisanat local à la maison de l'artisanat et des métiers de la cité Bensouana du chef lieu de wilaya, outre la remise d'un contrat de concession à un investisseur privé pour l'exploitation d'une plage.

CONSEIL DE LA NATION/PROJET D'AMENDEMENT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

La Commission des affaires juridiques poursuit ses réunions

La Commission des affaires juridiques et administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial au Conseil de la nation a poursuivi, mardi, sa série de réunions consacrées au projet d'amendement du Règlement intérieur de la chambre haute du

Parlement, indique un communiqué du Conseil. La réunion, présidée par le vice-président de la Commission, M. Omar Dadi Adoun, a été consacrée à l'examen "des propositions des groupes parlementaires représentés au Conseil et des membres non affiliés à un groupe parlementaire", précise le communiqué. Les membres de la Commis-

sion ont également discuté des "propositions du groupe parlementaire du parti du Front de libération nationale (FLN)", selon la même source. Conformément aux instructions du président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, les membres de la Commission se sont aussi penchés sur "la conformité desdites propositions à la

Constitution de 2020, initiée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et à la loi organique 16-12 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement", conclut le communiqué.